



# DE LA CUISSON DES REPAS... A LA LUTTE CONTRE LA DEFORESTATION EN AFRIQUE : QUELS FINANCEMENTS POUR QUELS PROJETS ?

**Samedi 5 Novembre 2011 à Nantes**





# Sommaire



## 1. OUVERTURE DU COLLOQUE

Discours d'ouverture de la Présidente de BISS

p 6

## 2. PLENIERE D'OUVERTURE

2.1. L'Enjeu Climat (Fondation GoodPlanet)

p 8

2.2. La Désertification (Eau Vive)

p 19

2.3. De la Chine à l'Afrique : l'expérience d'ID en matière d'énergies renouvelables (Initiative Développement)

p 29



# Sommaire

## 3. ATELIERS

### 3.1. La Coopération Décentralisée

3.1.1. Expérience des Régions de Fatick (Sénégal) et Poitou-Charentes (France) p 39

### 3.2. Fondation et Mécénat d'Entreprise

3.2.1. Fondation Poweo p 57

3.2.2. Énergie domestique dans la commune urbaine de Mopti (Planète Urgence) p 70



# Sommaire

## 3.3. La Compensation Carbone Volontaire

3.3.1. Fondation GoodPlanet

p 84

3.3.2. GERES

p 100

3.3.3. Bolivia Inti-Sud Soleil

p 113

## 3.4. La Microfinance

3.4.1. La Microfinance en appui à la filière des technologies de cuissons améliorées (Entrepreneurs Du Monde)

p 126



# Sommaire



## 4. PLENIERE DE CLOTURE

- |   |       |
|---|-------|
| 4.1. Le Groupe de Travail sur la Désertification (GTD-CARI) | p 143 |
| 4.2. Discours Darwin Curtis (Solar Household Energy)        | p 149 |
| 4.3. Discours de clôture du directeur de BISS               | p 153 |

## 5. PHOTOS DE LA JOURNEE

p 155

# DISCOURS D'OUVERTURE DE LA PRESIDENTE

Mesdames et Messieurs,

C'est avec un grand plaisir que j'ouvre ce colloque sur les enjeux de l'énergie cuisson en Afrique comme alternative à la déforestation.

**La déforestation continue sans cesse son expansion destructrice.** En moyenne, 13 millions d'hectares de forêt disparaissent par an. Principalement liée aux activités humaines telles que la surconsommation de bois, l'urbanisation et l'expansion des terres agricoles, la destruction des forêts provoque des dommages irréversibles sur l'environnement. Citons par exemple l'extinction de nombreuses espèces, la perte de la capacité de stockage de CO2 des forêts et l'accentuation du changement climatique...

**Mais le constat est sans doute plus simple à dresser que la formulation de réponses !** N'oublions pas que près de 3 milliards d'êtres humains n'ont que le bois, le charbon ou les résidus de biomasse comme source d'énergie. Malgré les actions des différents acteurs institutionnels ou associatifs, les résultats en termes d'amélioration de la situation sont ténus. Les populations les plus démunies se retrouvent ainsi dans le cercle vicieux de la pauvreté énergétique et environnementale.

**La situation est d'une ampleur impressionnante et la seule solution est un changement d'échelle significatif de nos projets.** Cette étape n'est concevable que si nous mobilisons des financements à hauteur de ces enjeux.

**C'est l'objet principal du colloque que Bolivia Inti – Sud Soleil organise aujourd'hui avec deux objectifs clairs :** d'une part, favoriser la prise d'initiative dans la lutte contre la déforestation en Afrique, et d'autre part, donner les leviers de financements pour démultiplier les projets de diffusion de la cuisson solaire et écologique en Afrique. J'espère que nous atteindrons ces deux objectifs en fin d'après midi.

Avant de terminer, je voudrais adresser des remerciements :

- **Le 1er va aux différentes collectivités locales** qui soutiennent depuis très longtemps l'action de Bolivia Inti –Sud Soleil dans les Andes mais aussi en Afrique. Sans leur appui nous n'aurions jamais pu diffuser plus de 20 000 cuiseurs solaires et écologiques entre 2000 et 2011. J'adresse aussi un remerciement spécial à la Région des Pays de la Loire, représentée par Mme Rabin, Vice Présidente en charge de l'international, pour la mise à disposition des salles et de la logistique pour ce colloque.

- **Le 2nd remerciement s'adresse à tous les intervenants de cette journée** qui ont accepté de collaborer à ce programme. Là aussi je voudrai saluer plus particulièrement deux « invités » : tout d'abord Alassane N'DOUR, secrétaire général de la Région de Fatick au Sénégal qui nous fera le plaisir d'exposer cet après midi le projet de diffusion de cuiseurs à bois économes menée conjointement avec la Région Poitou-Charentes. Le deuxième invité de marque que je remercie est Darwin Curtis, expert de la cuisson solaire et membre imminent d'un institut américain basé à Washington qui nous livrera en clôture de cette journée les enseignements de ses expériences africaines.

- **Le 3ème remerciement** va à l'équipe salariée de Bolivia Inti – Sud Soleil qui a œuvré efficacement pour l'organisation de cette journée ainsi que tous les bénévoles de l'association que vous trouverez à l'accueil, à la prise de note, à la caméra, aux photos ou à l'animation des ateliers. Un grand merci à eux !

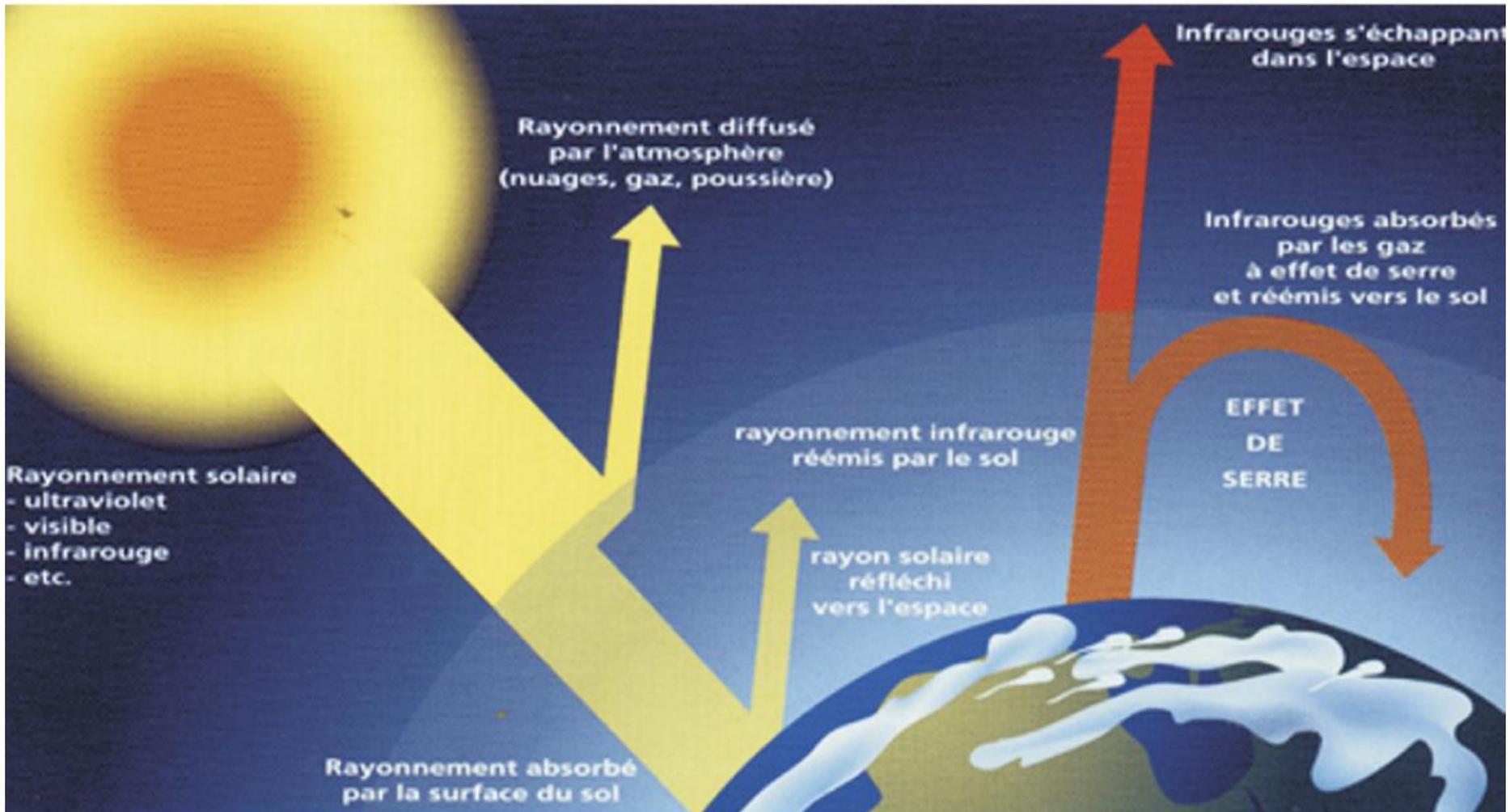
**Enfin, pour conclure ce colloque placé sous le signe de la lutte contre la déforestation, permettez-moi de saluer la mémoire de Wangari MAATHAI**, prix Nobel de la paix 2004 pour son action en faveur de l'environnement, notamment la lutte contre la déforestation en Afrique. C'est un acte symbolique mais qui donne du sens à nos actions de terrain !

Je vous remercie donc de votre attention et vous souhaite de très bons échanges et de fructueux travaux lors de cette journée.

# L'ENJEU CLIMAT

**Colloque Bolivia Inti – Sud Soleil**  
***5 novembre 2011***

# L'effet de serre



# Conséquences et risques

Bouleversements  
des températures et  
du régime des  
précipitations

Déplacement et  
vulnérabilité des  
écosystèmes

Hausse du niveau  
des océans

Déplacements des  
zones agricoles

Événements  
météorologiques  
extrêmes

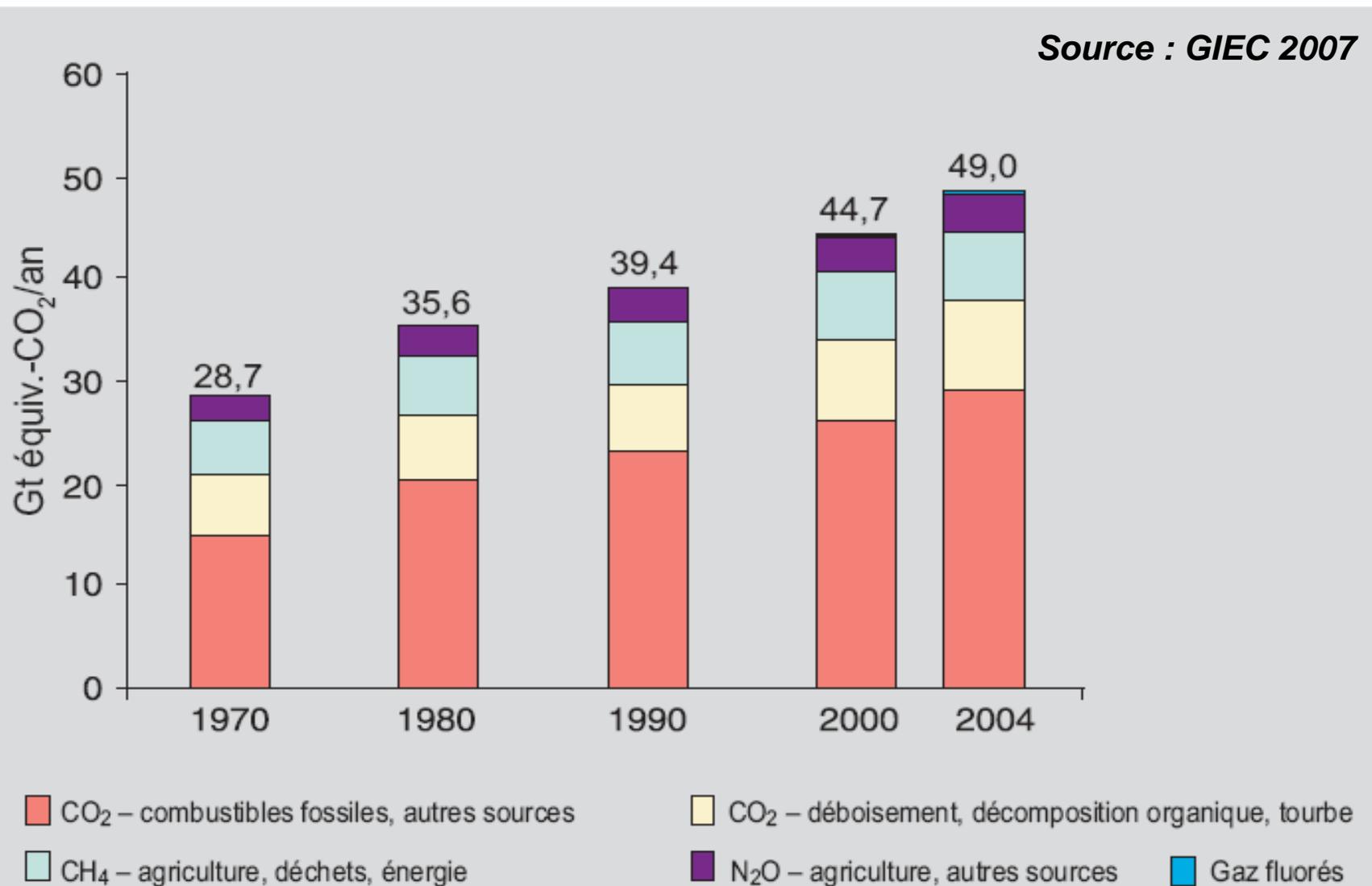
Extension des  
déserts

Ralentissement du  
Gulf Stream

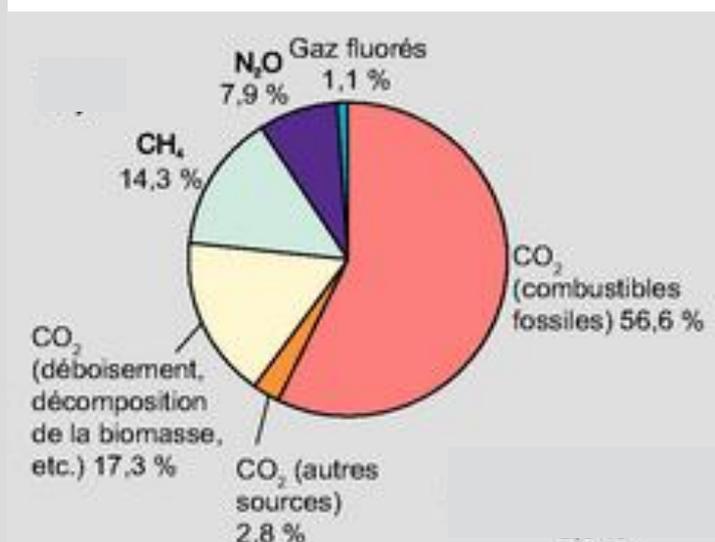
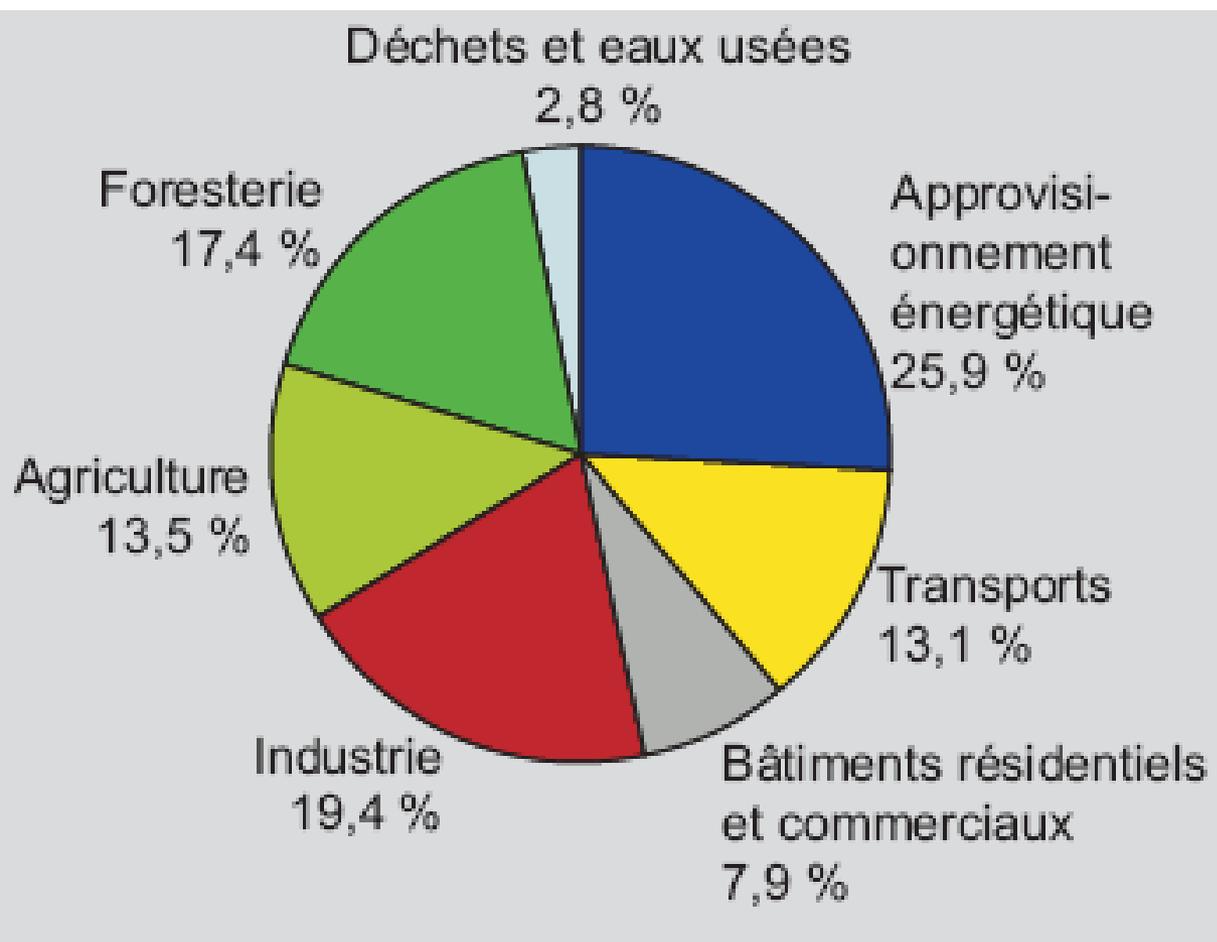
Libération du méthane  
du permafrost

**VERS UN  
BOULEVERSEMENT  
GLOBAL**

# Evolution des émissions mondiales de GES



# Répartition des émissions mondiales de GES par activité et par gaz

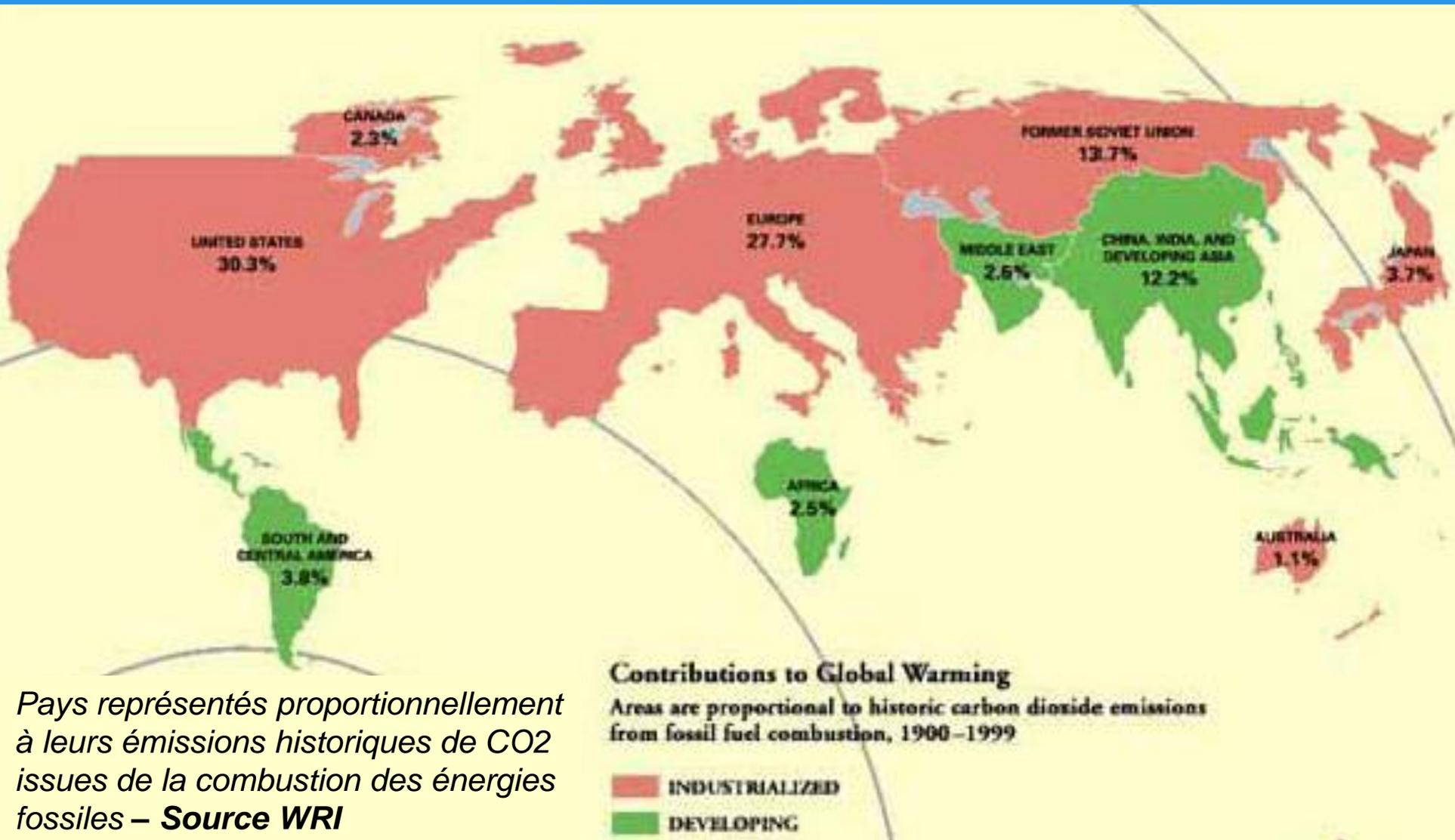


Source : GIEC 2007

# Répartition des émissions mondiales de CO2 par zone géographique



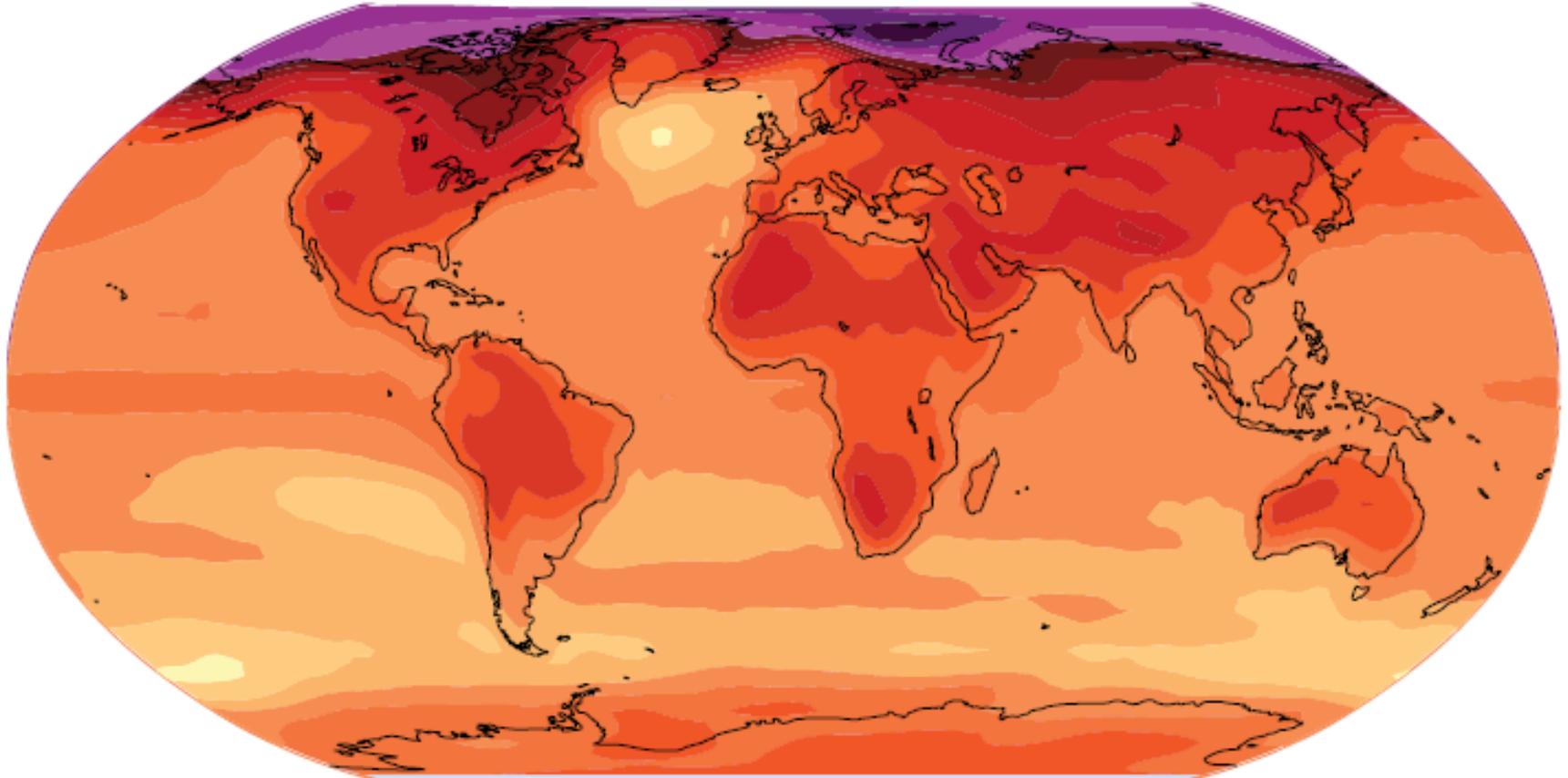
# Contributions au changement climatique par continent 1990–1999



*Pays représentés proportionnellement à leurs émissions historiques de CO2 issues de la combustion des énergies fossiles – Source WRI*

# Évolution projetée de la température 2090-2099 par rapport à 1980-1999

*Configuration du réchauffement à la surface du globe*



0 0,5 1 1,5 2 2,5 3 3,5 4 4,5 5 5,5 6 6,5 7 7,5

(°C)

# Exemples d'incidences anticipées pour l'Afrique

- D'ici 2020, **75 à 250 millions de personnes devraient souffrir d'un stress hydrique** accentué par les changements climatiques.
- Dans certains pays, le rendement de **l'agriculture pluviale pourrait chuter de 50 % d'ici 2020**. La production agricole et l'accès à la nourriture seraient durement touchés dans de nombreux pays => lourdes conséquences en matière de sécurité alimentaire et de malnutrition.
- Vers la fin du XXI<sup>e</sup> siècle, l'élévation du niveau de la mer affectera les basses terres littorales fortement peuplées.
- Selon plusieurs scénarios climatiques, **la superficie des terres arides et semi-arides pourrait augmenter de 5 à 8 % d'ici à 2080**.

# Les enjeux pour l'Afrique

- Un continent en évolution qui doit concilier développement et lutte contre le changement climatique :

=> Enjeu d'**atténuation**

- Un continent vulnérable qui doit anticiper les effets du réchauffement global :

=> Enjeu d'**adaptation**

*(Coût qui pourrait représenter 5 à 10% du PIB, voire plus)*

# MERCI DE VOTRE ATTENTION

**Virginie ROGEZ**

Programme Action Carbone

Chargée de projets forêts et agriculture

**[virginie@goodplanet.org](mailto:virginie@goodplanet.org)**

# La désertification



**Journée sur la Lutte contre  
la déforestation en Afrique**

**5 Novembre 2011 - Nantes**

**Sophie Bialais-Fernagu  
pour Eau Vive**



# La désertification

- La désertification correspond à la dégradation des terres dans les zones arides, semi-arides et subhumides sèches suite à différents facteurs dont les deux principaux sont les variations climatiques et les activités humaines

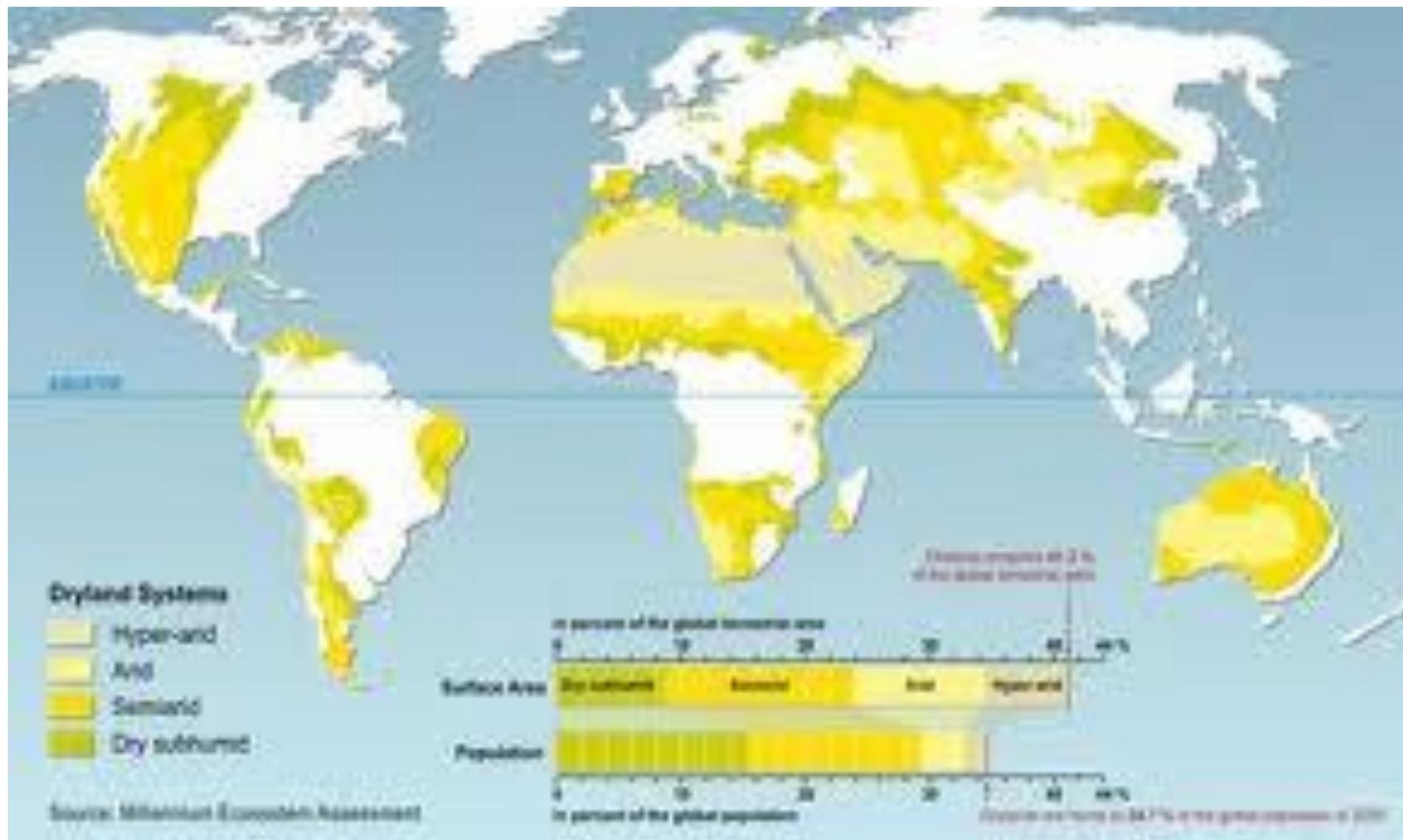
⇒ pour les populations concernées cela signifie : la dégradation des ressources naturelles comme la végétation et le sol, la diminution de l'eau disponible sous un climat de plus en plus rude.

⇒ Quelques chiffres:

- Les zones arides: 40% des terres émergées dont 10 à 20% fortement dégradés
- Populations des zones arides: 35% de la population mondiale (environ 2,3 milliards de personnes)



# Localisation des zones arides



# Causes de la désertification

Le processus de désertification est essentiellement dû à :

- des facteurs climatiques (déficit pluviométrique, températures élevées, insolation forte) aggravés par les changements climatiques prévisibles ;
- des facteurs anthropiques liés aux usages croissants des ressources naturelles (**déboisement**, surpâturage, surexploitation des terres arables, etc.)

## Les étapes de la désertification

1. *Dégradation des sols (plus faible protection)*
2. *Envahissement des terres par des particules de sols (sables,..)*
3. *Erosion des sols non protégés suite à de fortes précipitations*



**=> 13 millions d'hectares de forêts sont détruits chaque année**

# Déboisement/déforestation

« *Déforester* », c'est substituer à la forêt une autre occupation des sols : agriculture, urbanisation...

Elle affecte pour l'essentiel les forêts tropicales : en 1990, les évaluations étaient de :

- 7 millions d'hectares/an en Amérique latine, soit 0,8 % des forêts existantes,
- 4 millions d'hectares/an en Afrique, soit 0,7% des forêts,
- 4 millions d'hectares/an en Asie, soit 1,2% des forêts.



Principales causes de la déforestation: l'agriculture et le bois de chauffe

Constat: les pays où la **déforestation** est la plus forte connaissent pratiquement toujours une très forte croissance démographique et un niveau de vie faible. Ils doivent faire face à deux types de besoins nuisibles à la pérennité des forêts : un besoin croissant de terres consacrées à l'agriculture de subsistance, un besoin croissant de bois pour cuire les aliments et pour la construction

# Conséquences de la désertification sur les populations

- Perte de productivité des terres dû à une baisse de fertilité des sols
- Perte de revenu des ménages (chute des rendements, mauvaise récolte, vente de bétail ou mort de tête de bétail)
- Dégradation de la santé des populations (quête du bois de chauffe de plus en plus difficile, malnutrition et famine plus fréquente,...)
- Augmentation de la pauvreté et dégradation des conditions de vie
- Vulnérabilité des populations : elles deviennent de plus en plus dépendantes aux aléas climatiques, à l'aide extérieur (parents, aide alimentaire,...).
- Migrations : les jeunes et les pères de famille migrent vers les villes, les pays limitrophes ou l'occident pour trouver du travail)
- Déstructuration sociale : les villages se vident des hommes, il ne reste que les femmes, les enfants et les personnes âgées.
- Risque de conflits entre familles, entre villages pour des raisons foncières

# Solutions proposées

## Mettre en place un plan d'urgence pour les zones arides

- a/ **Volet environnement** : pour la protection et la restauration de l'environnement :
  - Réglementation (ex: contre les feux de forêts, divagation,..)
  - Restauration des sols (ouvrage anti-érosif,..)
  - Sauvegarde des périmètres sensibles et zones classées
  - Reboisement
- b/ **Volet social** : pour améliorer les conditions de vie et la cohésion sociale
  - accès aux services essentiels (eau, assainissement, santé, éducation)
  - renforcement des capacités d'action des organisations communautaires
  - Appui à la mutualisation des moyens pour un accès de tous aux services essentiels
- **c/Volet économique** : pour diversifier et augmenter les revenus des ménages
  - Améliorer les pratiques agricoles et d'élevage => sécurité alimentaire
  - Favoriser le développement d'activités artisanales, et de production à forte plus value (plante médicinales, oasis,...)
  - Développer l'utilisation des énergies alternatives au bois de chauffe (cuiseurs solaires,..)
  - Désenclaver les zones arides
- **d/ volet politique** : pour reconnaître les droits des populations en zone aride (sécurité, démocratie stable, présence des services déconcentrés de l'Etat,...)

# Un exemple de projet au Niger

- **PEODD**: programme éducatif et opérationnel de développement durable pour une approche globale de la lutte contre la désertification.
- Acteurs: Eau Vive – Cari
- Bailleurs: MAE+AESN+CG Essone+ acteurs nigériens
- Objectifs: Permettre l'émergence d'un développement local pérenne
- Objectifs spécifiques:
  - 1/ Appuyer les nouvelles structures communales (plan de développement communal)
  - 2/ Protéger l'environnement et lutter contre l'érosion des sols : poquets de zaï (trou pour planter des arbres), diguettes
  - 3/ Actions d'éducation à la protection de l'environnement (reboisement avec les écoles: pépinières forestières, haies vives, jardin expérimental, fête de l'arbre, voyage expérimental ...)
  - 4/ Améliorer l'accès à l'eau potable et la disponibilité de l'eau agricole (réhabilitation de forages et PMH+ mini AEP)
  - 5/ Responsabiliser les acteurs locaux et développer une démarche participative





« *La terre est redevenue nourricière ! Avec le reboisement, j'ai toujours du mil et je peux affronter les trois mois de soudure sans inquiétude. Avant, nous arrivions à cette période les greniers vides. Avec ma femme et mes enfants, nous ne faisons qu'un repas par jour et parfois rien du tout.*

» **Bella – agriculteur à Roubiré**

# Merci de votre attention

## *Bibliographie*

- Report of Millenium Ecosystem Assessment 2005
- Comité scientifique français sur la désertification
- Office National des Forêts
- PEGG (photo de BURGEAP)
- Eau Vive
- Cari





**De la Chine à l'Afrique : l'expérience d'ID en matière d'énergies renouvelables**

**Pôle Energies Renouvelables - ID**

*Quand l'amélioration des conditions de vie rejoint la protection environnementale*



# ID DANS LE MONDE

- ❑ Organisation Non Gouvernementale française créée en 1994
- ❑ Basée à Poitiers
- ❑ 17 années d'expérience dans 8 pays (Haïti, Benin, Comores, Ghana, Chine, Togo, Tchad, Congo)

## Accès aux besoins fondamentaux

Alimentation, santé, éducation, eau potable, assainissement, énergies, logement

## Partenariats & accompagnement

Susciter à la création d'ONG Sud, appuyer les collectivités locales dans leurs projets

## Innovation

Adaptation aux nouveaux besoins (énergies renouvelables, sida pédiatrique) et aux situations de crise

# Plan de l'intervention



- ➔ Pourquoi et comment ID en est venue à faire des projets énergétiques et environnementaux
- ➔ Problématiques méthodologiques pour conduire des projets en Afrique
- ➔ Etude de cas : comment on s'y est pris pour préparer nos nouveaux projets aux Comores

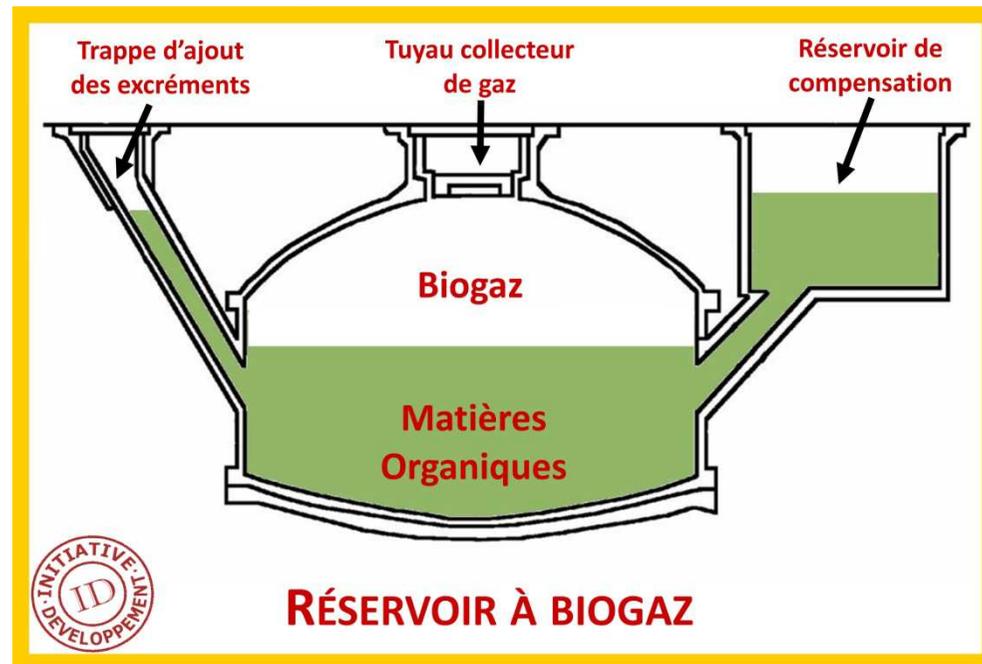


# Qu'est-ce que le pôle ER ?

- ❑ Le pôle ER est un **pôle de projets et de compétences** au sein d'ID
  - **Pôle de projets** : développer des projets énergétiques et environnementaux grâce à la finance carbone
  - **Pôle de compétences** : équipe de supervision, des spécialistes en finance carbone et énergies renouvelables, évaluation de l'empreinte carbone et réalisation de bilans carbone
- ❑ **Les pays d'intervention du pôle ER**
  - **Projets en direct** : Chine, Comores, Congo-B, Tchad
  - **Projets en appui à des partenaires** : Chine, Pérou...
- ❑ **Pourquoi et comment ID en est venue à faire du biogaz...**

# QU'EST-CE QUE LE BIOGAZ?

- ❑ Une technique pour produire du méthane à partir de déchets organiques
- ❑ Les matières méthanisables sont digérées en l'absence d'oxygène dans un biodigesteur



- ❑ Le gaz produit sert à cuisiner et à s'éclairer



# POURQUOI LE BIOGAZ?

## LES AVANTAGES DU BIOGAZ

### ECONOMIQUES ET SOCIAUX

- **Cuisine et éclairage** : 4 à 6 heures par jour
- **Amélioration des conditions d'hygiène**  
(construction de latrines reliés au réservoir)
- **Economies de temps** : moins de corvées de collecte de bois
- **Economies d'argent** : jusqu'à 800 Yuans (80€) d'économie par famille et par an, soit 30 % du revenu annuel moyen
- **Production d'un engrais naturel et gratuit**

### ENVIRONNEMENTAUX

- **Amélioration de la qualité de l'air intérieur**
- Economies de 5 kg de charbon ou de 8 kg de bois en moyenne, soient **4 tonnes de CO2 économisées par an et par réservoir**
- **Lutte contre l'émission de gaz à effet de serre et la déforestation**

**LE BIOGAZ EST UNE ÉNERGIE ECONOMIQUE, PROPRE ET RENOUELABLE**

# Problématiques méthodologiques pour l'Afrique



- ❑ Pourquoi monter des projets énergétiques en Afrique ?
  - Contexte de changement climatique qui affecte en premier lieu les pays les plus pauvres
  - Forte utilisation du bois-combustible
  - Problématiques liées à l'usage du bois (déforestation, temps de collecte, maladies et risques sanitaires...)
  - Raréfaction des ressources fossiles (pic pétrolier), augmentation de leur prix, dépendance extérieure...
  - Les échecs de projets similaires passés : comment ne pas les reproduire ?

# Problématiques méthodologiques pour l'Afrique



- ❑ Comment monter un projet énergétique qui s'appuie sur les besoins des populations ?
  - Recenser les pratiques dans les différents milieux (urbain, rural, favorisés, moins favorisés...)
  - Etudier les besoins énergétiques, prendre en compte les aspirations
  - Etudier les ressources énergétiques locales, leurs prix relatifs (monétaire et en temps)
  - Etudier les causes de déforestation, la renouvelabilité de la biomasse
  - Etudier la faisabilité technique, l'adaptation sociale et culturelle des solutions
  - Expérimenter à petite échelle, comparer plusieurs solutions techniques...



# Etude de cas : les Comores

- ❑ Contexte : 4<sup>ième</sup> rythme de déforestation au monde, pourquoi ?
- ❑ Décision d'agir sur deux problématiques
- ❑ Les pratiques de cuisson, les besoins
- ❑ Le choix d'un modèle de cuiseurs à bois économes
- ❑ Les expérimentations
- ❑ Le choix d'un mode de diffusion
- ❑ Le choix d'un mode de financement



## **INITIATIVE DÉVELOPPEMENT Pôle Energies Renouvelables**

29, rue Ladmirault  
86000 Poitiers

[www.id-ong.org/er](http://www.id-ong.org/er)

Contact : + 33 (0)5 49 60 89 66

[c.barron@id-ong.org](mailto:c.barron@id-ong.org)



**DE LA CUISSON DES REPAS... A LA LUTTE  
CONTRE LA DEFORESTATION EN AFRIQUE :  
QUELS FINANCEMENTS POUR  
QUELS PROJETS ?**

**Samedi 5 Novembre 2011 à Nantes  
Inscriptions : [www.boliviainiti-sudsoleil.org](http://www.boliviainiti-sudsoleil.org)**

**Atelier N°1 : « la coopération décentralisée et les collectivités »**

Expérience des Régions de Fatick (Sénégal) et Poitou-Charentes (France)



# Contexte \_ Décentralisation

- Le Sénégal est un pays avec une forte tradition de décentralisation:

- La Communalisation : 1872
- La « Ruralisation » : 1972
- La Régionalisation : 1996

(lois 96-06 et 96-07 du 22 Mars 1996)

# Fatick – Poitou-Charentes : bref historique de cette active coopération décentralisée

*Rappel : article 17 du Code des Collectivités Locales*

- Premiers contacts en 2004
- 2005: Programme d'Appui à la **Filière Caprine** (PAFC)
- 2008: Programme pour le Développement des **Energies Renouvelables** (PRODER) et Programme **Bourses Tremplin pour l'Emploi** (BTE)
- 2010: Prog. d'Appui au Développement de l'**Ecotourisme** et Prog. d'Appui à la **Filière Riz**

# Aperçu du fonctionnement de cette coopération

## **Cadrage :**

- Convention cadre de coopération entre les deux régions, Conventions sectorielles par projet, Memoranda de visite

## **Bilans/Évaluations :**

- Chaque année : Comité mixte de pilotage des programmes de la coopération : Bilan des activités et validation de plans d'action et budgets pour l'année suivante
- Régulièrement, visites de part et d'autre avec des partenaires techniques, qui permettent d'évaluer et d'enrichir les activités.

# Modes de financement (1)

## Par la Région Poitou-Charentes :

- Sur la base des budgets annuels présentés lors des comités mixtes
- Puis voté par le Conseil Régional de PC pour l'attribution des financements par la Région
- Le choix des activités à financer est fait sur la base d'une discussion entre les deux régions, et non pas sur l'analyse monolatérale par la Région Poitou-Charentes de propositions émises par la Région de Fatick.

## Quelques grands critères:

- un défi commun pour les élus des deux régions (excellence environnementale, lutte contre le changement climatique, création d'emplois verts, ...) ;
- un enjeu de développement durable certain pour les populations pour la région de Fatick ;
- une source d'échanges et d'enrichissements mutuels pour les deux régions ;
- ....

## Modes de financement (2)

### **Cofinancements dans le cadre de la coopération décentralisée :**

- financement triannuel du MAEE (réponse en commun des deux régions à l'appel à projet)
- programme FREE (Région Poitou-Charentes et ADEME)
- ...

### **Autres cofinancements obtenus auprès de différents bailleurs, notamment grâce aux activités initiées dans le cadre de la coopération décentralisée :**

- Fonds français pour l'environnement mondial (FFEM)
- Coopération Allemande (PERACOD)
- Ambassade de France
- Programme Alimentaire Mondial
- Fondation Intervida
- et autres ONG intervenant localement, ...

# Atouts des financements de la coopération décentralisée

- Partenariat dans le temps, avec une réévaluation conjointe des besoins pour le prolongement éventuel des activités
- Financement souple, basé sur la confiance réciproque : permet de répondre rapidement aux besoins identifiés, et de réorienter facilement les activités
- Renforcement de la crédibilité de l'institution et moyens d'avoir accès à d'autres financements, notamment grâce à :
  - la stabilisation des cadres locaux (sinon peu enclins à rester plusieurs années en raison des faibles salaires de l'administration et des faibles moyens à disposition)
  - et la mise à disposition de volontaires de solidarité internationale
  - Mise en commun des réseaux divers des collectivités locales et des acteurs de la coopération

## Quelques points faibles

- Dépendance de la conjoncture économique;
- Montant relativement faible des financements de la coopération décentralisée;
- Tendance à multiplier les petits financements, ce qui entraîne des lourdeurs au niveau de la comptabilité et des rapports à fournir;

## Appui au développement de la filière foyers améliorés : un travail sur l'offre et la demande énergétique

'**OFFRE** : aménagement participatif des forêts (mises en défens, reboisement, exploitation durable, ...)

Privatisation  
du  
Reboisement  
notamment  
au niveau des  
Tanns

Elaboration  
Plan de  
Gestion /  
Transfert  
aux  
populations

Appui au développement de la filière foyers améliorés : un travail en parallèle sur l'offre et la demande énergétique

**Demande** : diffusion d'équipements permettant de réduire la consommation

**Une démarche mise en place progressivement** : La diffusion de foyers améliorés faisait partie des premières activités initialement retenues pour la mise en œuvre du PRODER

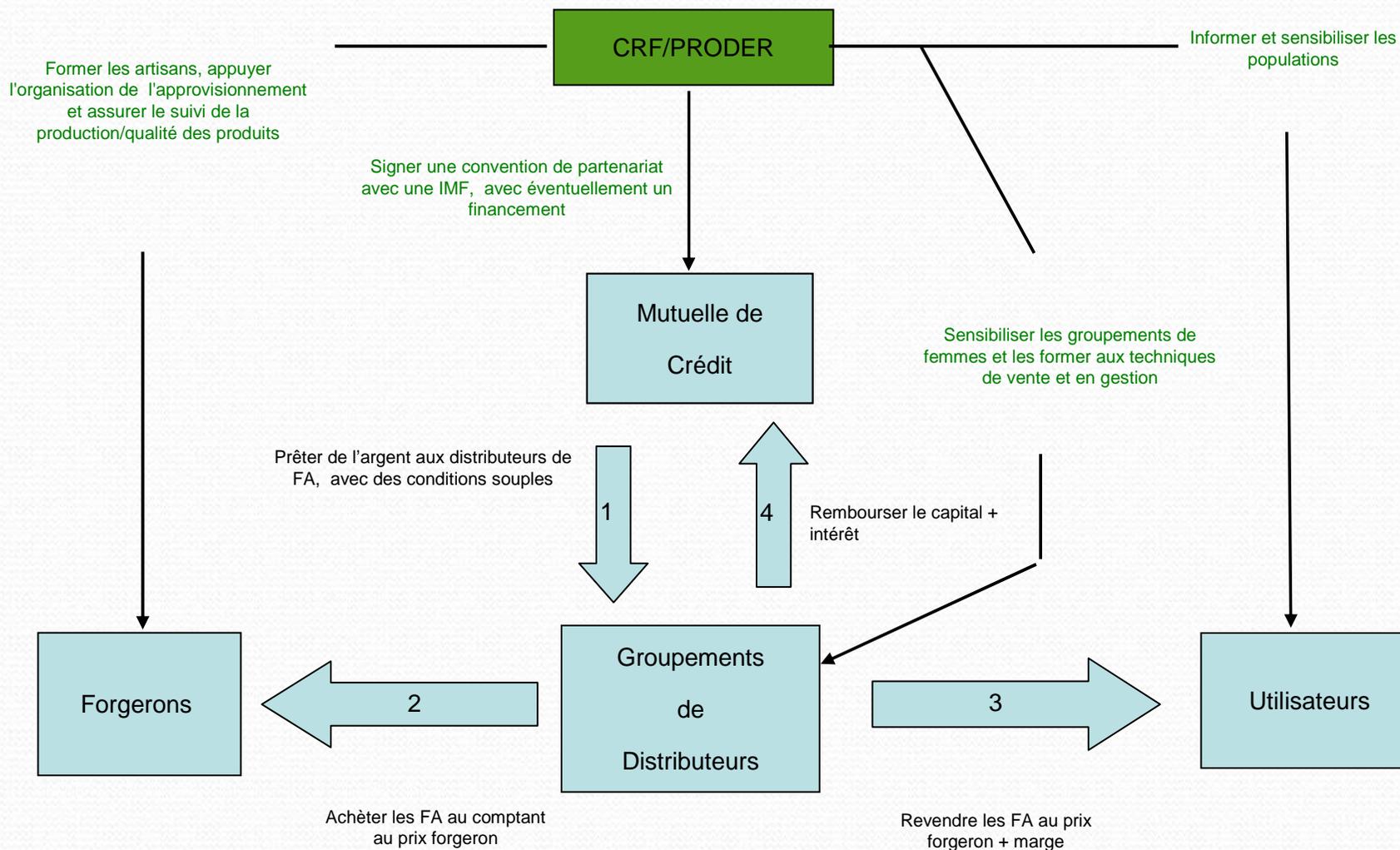
## Résumé des différentes étapes de mise en œuvre

- Identification des différents modèles de foyers utilisés et des acteurs de la filière foyers améliorés et conventionnels
- Identification et formation d'artisans à la fabrication de différents modèles de foyers améliorés, par un enseignant du lycée pilote innovant de Poitiers ayant mis au point avec ses élèves un type de foyer (rebaptisé ici Noflaye), en collaboration avec un technicien du CERER, spécialiste de différents modèles de foyers déjà diffusés au Sénégal (Jambar et Sakkanal)
- Première expérience de diffusion des foyers améliorés à travers des groupements de femmes et l'appui de deux institutions de micro-finance.

## Résumé des différentes étapes de mise en œuvre

- Recrutement d'un animateur / responsable de la composante diffusion des foyers améliorés
- Phase de mise au point du Noflaye (qui avait rencontré des problèmes de durabilité) et la formation des artisans à ces améliorations et à des modèles plus gros destinés aux usages collectifs
- Sur la base d'une gamme de fourneaux fiables et éprouvés, développement de la filière par l'accompagnement et la sensibilisation des différents acteurs
- Quelques commandes importantes (PAM, JICA,...) ont permis de renforcer les liens entre les producteurs, qui se sont organisés en GIE et ont capitalisé un certain fonds de roulement

# Organisation de la filière



## Particularités de l'approche mise en œuvre

- la **production** et la **vente** des fourneaux **ne sont pas subventionnées**. Chaque acteur de la filière (producteurs, revendeurs, mutuelles) perçoit une marge (ou un taux d'intérêt) motivant son implication.
- le **financement** est destiné à **l'animation de la filière** (accompagnement, renforcement des capacités des acteurs), à des actions **d'information** et de **sensibilisation** (réunions dans les villages et communautés rurales, activités de sensibilisation à l'aide de pièces de théâtre et jeux, émissions radio, ...), à **l'amélioration des modèles** de fourneaux existants (pour obtenir des produits plus performants, moins chers, dont l'origine des matières premières est plus proche, ...) et au **préfinancement de mutuelles**.

## Résultats

- 755 fourneaux diffusés en 2009
- 825 fourneaux diffusés en 2010 (avec une pause de plusieurs mois pour l'amélioration des modèles)
- et l'objectif des 2000 fourneaux diffusés en 2011 est en passe d'être atteint, voire dépassé, avec plus de 1477 fourneaux diffusés au 28 octobre 2011 et plusieurs importantes commandes en perspectives (dont plus de 800 par le programme alimentaire mondial pour l'équipement de cantines scolaires au niveau national)
- plus d'une centaine d'emplois verts créés entre 2009 et 2011 : 25 Groupements de femmes engagés dans la commercialisation des foyers améliorés, 12 Artisans-Forgerons fabricants de FA, 2 groupements de femmes travaillant dans la fabrication d'inserts céramiques, ...

## Perspectives

- Continuer à **renforcer et autonomiser les acteurs de la filière** ;
- Étendre les activités d'**information** et de **sensibilisation** ;
- **Pérenniser le financement d'un animateur de la filière** foyers améliorés : le niveau de formation des artisans est globalement faible, leur cohésion fragile, et le rôle d'animateur du réseau semble indispensable pour garantir la pérennité de la filière, à travers l'organisation de réunions de concertation des acteurs, le contrôle de la qualité des produits, l'appui à la recherche de contrats, ... Or, pour permettre une accessibilité maximale aux ménages de la région, les marges générées par la vente des fourneaux sont petites, et pourraient difficilement supporter le salaire d'un animateur. **D'autres sources de financements** sont donc à **chercher** pour pérenniser ce poste (**finance carbone**, pourcentage des **bénéfices générés par l'exploitation des forêts** revenant aux collectivités locales selon le programme de mise en aménagement participatif des forêts actuellement mis en œuvre dans la région, ...).



**Merci pour votre attention**  
**Diokandial**

# POWEO

Fondation  
d'entreprise

Mauritanie, Burkina-Faso, Sénégal, Congo, Mozambique, Bénin, Côte d'Ivoire, Madagascar, Mali, Burkina-Faso, Sénégal, Mali, Congo, Mozambique, Bénin, Côte d'Ivoire, Madagascar, Sénégal, Mali, Congo, Mozambique, Bénin, Côte d'Ivoire, Madagascar, Mali, Mauritanie, Burkina-Faso, Sénégal, Mali, Congo, Mozambique, Bénin, Côte d'Ivoire, Mali, Burkina-Faso, Sénégal, Bénin Congo, Mozambique, Bénin, Côte d'Ivoire, Madagascar, Sénégal, Mali, Congo, Mozambique, Bénin, Côte d'Ivoire, Madagascar, Mali, Mauritanie, Burkina-Faso, Sénégal, Mali, Congo, Mozambique, Bénin, Côte d'Ivoire, Madagascar, Mali, Burkina-Faso, Sénégal,



# Une fondation d'entreprise

- ❑ Durée limitée : 5 ans (reconductible)
- ❑ Dotation totale fixée à la création :  
1,5 M€, soit 300 000 €/an
- ❑ Ni collecte de fonds, ni subventions  
publiques



# Un objet d'intérêt général

*« Favoriser, directement ou indirectement, l'accès à l'énergie des populations africaines les plus démunies afin de les aider à subvenir à leurs besoins essentiels .»*



# Nos priorités

- ❑ Développement des énergies renouvelables et des économies d'énergie.
  
- ❑ Renforcement des capacités locales pour favoriser le développement économique et social à moyen terme.
  
- ❑ Agir dans les domaines de :
  - L'investissement
  - La formation
  - L'innovation
  - La promotion de nouveaux équipements

## 2 modes d'actions

- ❑ Subventionner des projets d'ONG françaises
- ❑ Récompenser des opérateurs africains : le Prix de la fondation POWEO



# Données 2008-2010



Tableau de bord	2010	2008-2009
<b>Ressources</b>		
Versements du groupe POWEO	300 000 €	450 000 €
Contributions des salariés		10 950 €
<b>Projets d'intérêt général</b>		
étudiés	44	45
acceptés et engagés	22 (dont 6 suites ou extensions d'actions 2009)	24
montant total engagé	317 900 €	352 779 €
<b>subventions versées</b>	266 385 €	200 882 €
subvention moyenne annuelle	14 450 €	14 700 €
part de la fondation dans le budget annuel	22%	28%
des projets		
ONG et collectivités concernées	22 (dont 8 soutenues en 2009)	20
<b>Prix de la fondation POWEO</b>		
Candidatures recevables	10	6
Lauréats	3	3
Montants alloués	30 000 €	30 000 €

# L'appel à projets

- 2 fois / an
- Fiche de pré-sélection
- Dossier
- Demande pour 1 an
- Grille d'évaluation
- Consultation de personnes –ressources
- Comité de projets
- Conseil d'administration
- Convention annuelle



# 1) Conformité aux priorités

- ❑ Priorité des priorités : émergence ou développement d'activités économiques locales et d'opérateurs privés locaux favorisant l'accès à l'énergie
- ❑ Investissements énergétiques
- ❑ Innovations socio-économiques et technologiques



## 2) Qualité des acteurs

- ❑ **Capacités à mener à bien le projet** : références récentes dans le domaine considéré, connaissances zone d'intervention, compétences des personnes, existence et qualité des partenariats et des cofinancements
- ❑ **Capacités à garantir le bon usage des moyens accordés** : organisation interne, transparence, situation financière
- ❑ **Bonne insertion dans le contexte local** : partenaire « Sud » actif, cohérence avec politiques nationales et autres acteurs, collaboration avec autorités et autres acteurs locaux, recours justifié et limité à du personnel « du Nord »

## 3) Impacts

### ❑ Economiques :

- Valorisation économique de l'énergie
- Création de valeur ajoutée africaine
- Emplois
- Développement de compétences

### ❑ Sociaux :

- Populations concernées
- Vie, travail et promotion des femmes
- Alimentation, santé ou éducation



### 3) Impacts (suite)

#### ❑ Environnementaux :

- Emergence d'acteurs locaux favorisant les énergies renouvelables ou l'efficacité énergétique
- Emissions de CO<sub>2</sub> évitées ou réduction de la pollution locale
- Economies et/ou production de bois viable
- Utilisation efficace de l'énergie

## 4) Viabilité, pérennité, reproductibilité

- ❑ Prise en compte des expériences antérieures
- ❑ Evaluation des risques et contraintes
- ❑ **Des mesures sont prises pour assurer la pérennité des résultats**
- ❑ Des indicateurs de résultats clairement identifiés



# Le Prix de la fondation POWEO

- ❑ Opérateurs privés d'Afrique subsaharienne
- ❑ 3 catégories : migrants, femmes, « grand prix »
- ❑ 3 x 10000 €
- ❑ Annuel



# Quels financements pour les projets ?

---

## Atelier 2 : Fondation et mécénat d'entreprise

### **Énergie domestique dans la commune urbaine de Mopti**

*Contribuer à la lutte contre la désertification et à la diminution de la vulnérabilité économique des populations de la ville de Mopti*

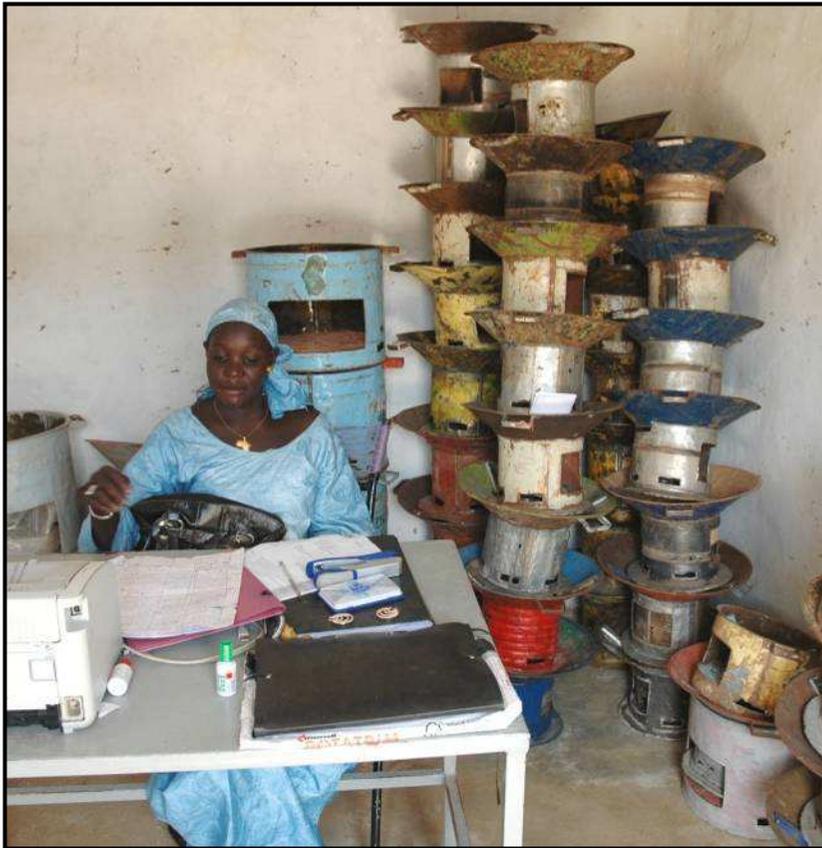
# Un constat...

---

- 96 % de la consommation d'énergie domestique vient du bois et du charbon
- 100 000 hectares par an
- 2000 - 2020 augmentation de la pop de 65%
- Des difficultés d'approvisionnement
- 20 euros par mois par ménage
- Des ménages moyennement équipés
- Peu de foyers très performants

# Un précédent projet en milieu rural

---



- 3 caisses de vente à crédit mises en place par Planète Urgence à Fatoma, Konna et Sio
- Gestion par des associations locales de femmes
- 4500 foyers vendus dont 3000 en 7 mois
- Un recouvrement des crédits variable selon la qualité des animatrices
- 22 % d'économie avec foyers Nafacama (1<sup>ère</sup> génération)

# Partenaires techniques et financiers

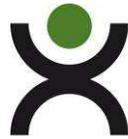
**POWEO**  
Fondation  
d'entreprise



**AVEC-Mali**  
Artisanat équitable - Développement durable



 **Fond canadien aux  
initiatives locales**

 **PLANÈTE  
URGENCE**  
NOUS VOUS AIDONS À AGIR

# Sensibilisation

---

**Sensibiliser** les différentes couches sociales de la population de Mopti à la problématique de l'énergie domestique et des différentes solutions techniques proposées :

- 11 animatrices formées
- 264 séances d'animations
- Formation des gargotières
- Organisation d'événements autour de la promotion des FA
- Séances de sensibilisation auprès des aides ménagères
- Campagne de communication auprès des radios



# Démonstration sur le foyer Solaf

---



# Fête de lancement du projet

---



# Appui aux artisans

---

Appuyer **les artisans** à proposer des produits de qualités, innovants, et en quantité suffisante en matière d'énergie domestique

- Association des producteurs « **Benkadi** »
- Élaboration d'une charte de qualité
- Formation des artisans par les techniciens de Solafrika
- Mise en place de tests comparatifs

# Fabrication du foyer Solaf

---

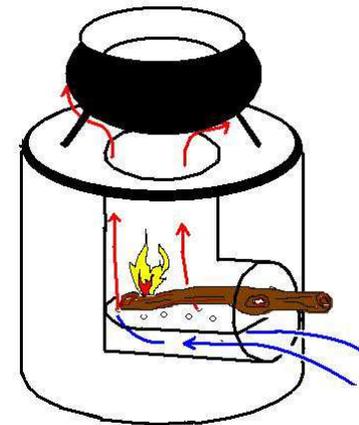


# Diffusion

---

Appuyer l'**adoption** de solutions susceptible d'améliorer la situation de l'énergie domestique dans la ville de Mopti grâce au crédit

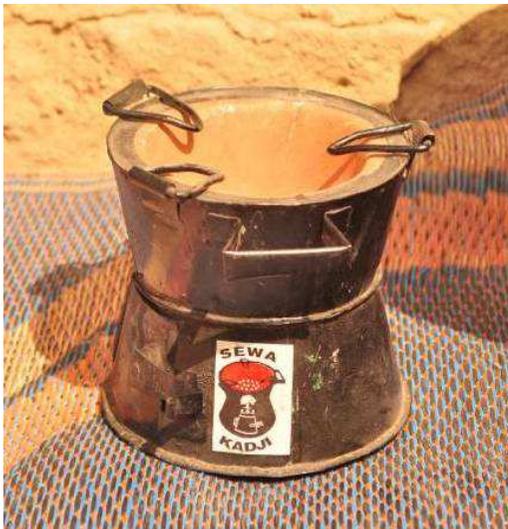
- Diffusion de 4500 FA première génération
- Diffusion de 1500 FA de deuxième génération
- Diffusion de 100 bouteilles de gaz
- Fond de roulement prêté par Planète Urgence



# Les différents foyers

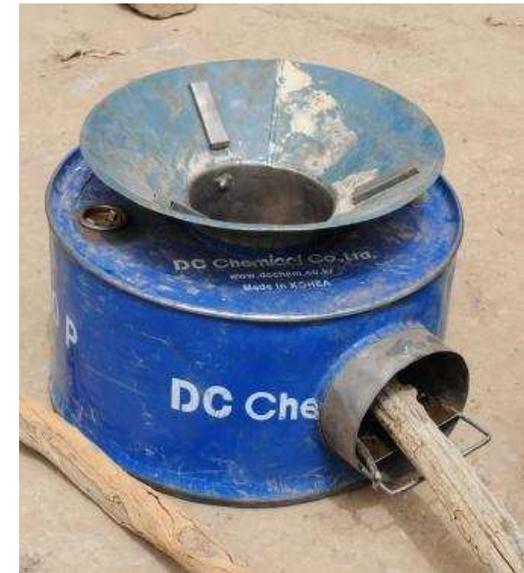
## Le petit solaf « le foyer du cinquantenaire »

- 5000 Fcfa (7.6 euros)
- 35 % d'économie
- Bois et charbon



### Le foyer Sewa

- 4000 à 6000 Fcfa (6 à 9.1 euros)
- Numéro 6 à 10
- 45 % d'économie
- Charbon



### Le gros solaf

- 8000 Fcfa (12 euros)
- Numéro 6 à 10
- 50 % d'économie
- Bois et charbon

# Logiciel de gestion des prêts

Micro CREDIT Planete Urgence

Fichier Edition Affichage Insertion Format Enregistrements Outils Fenêtre ?

Prets : Formulaire

**PRETS - non modifiables quand le remboursement a commencé.**

N°de pret	N°d'adherent	Nom	Prenom	Montant pret	Taux	Mensualité
272	316	KONNA	KADIA	3 750	35,0%	750
				Date signature contrat:	09-sept-09	Date clôture:
321	366	KOUBI	SAMBOUROU	3 250	35,0%	650
				Date signature contrat:	25-sept-09	Date clôture:
557	601	DIANTAKAYE	AISSATA SOULA	3 500	35,0%	700
				Date signature contrat:	13-nov-09	Date clôture:
582	629	KOUBI	AISSATA MODI	1 750	35,0%	350
				Date signature contrat:	11-nov-09	Date clôture:
610	657	KOUBI	AISSATA DIADIE	1 750	35,0%	350
				Date signature contrat:	11-nov-09	Date clôture:
165	203	KONNA	ALDJOUMA FANTA	2 500	35,0%	500
				Date signature contrat:	30-août-09	Date clôture:

PLANETE URGENCE - MICRO-CREDIT

**Gestion / comptabilité caisse micro credit**

Gestion des prêts

Adhérents Villages

Prêts Prêts enregistrés prêts clos

Prêts ouverts : remboursements - créances

Defaults de Remboursement + Gen éch complet + clôture prêts

Comptabilité

Comptabilité caisse / banque

Journal comptable caisse

Journal comptable banque

Recap compta mensuelle

Compte exploitation mensuel

Aides vérif soldes

Contrôle prêts accordés - prêts en compta

Vérif montants prêts dans compta

Prêts signés absents en compta

Rembts dans échéancier

Rembts en compta

Compta jusqu'à date

COMPTABILITE CAISSE Micro Crédit

Date	type operation	No Pret	No pièce	libelle opération					
4620	15-févr-10	Rembours. (credit cais	302	R5068	rembourst prêt KONIPO TORA DIEREN éch n°				
4867	15-févr-10	Rembours. (credit cais	475	R8000	rembourst prêt DIARRA SATA éch n° 102	100		0	0
4327	15-févr-10	Rembours. (credit cais	750	R3073	rembourst prêt KAMPO NADO éch n° 5	300		0	0
4683	15-févr-10	Rembours. (credit cais	375	R6017	rembourst prêt KOMOU TACKO éch n° 3	600		0	0
4545	15-févr-10	Rembours. (credit cais	250	R5009	rembourst prêt SAMASSEKOU DJENEBA éch r	500		0	0
4715	15-févr-10	Rembours. (credit cais	405	R6040	rembourst prêt KEBE SOSSOUGO éch n° 4	850		0	0
4768	15-févr-10	Rembours. (credit cais	637	R6083	rembourst prêt KAROTA NA KOLO éch n° 1	800		0	0
4670	15-févr-10	Rembours. (credit cais	357	R6009	rembourst prêt FOFANA MAISSATA éch n° 103	50		0	0
4557	15-févr-10	Rembours. (credit cais	257	R5019	rembourst prêt KONIPO DJENEBA éch n° 4	550		0	0
4629	15-févr-10	Rembours. (credit cais	311	R5074	rembourst prêt TRAORE BERE éch n° 104	500		0	0

Mode Formulaire

NUM

# Les défis à relever...

---

- Assurer un approvisionnement régulier
- Maintenir un écoulement régulier des FA
- Assurer le remboursement des prêts (95% de recouvrement)
- Appropriation locale de la technologie
- Quelles alternatives au bois ?
- Changer d'échelle avec le soutien des partenaires techniques et financiers

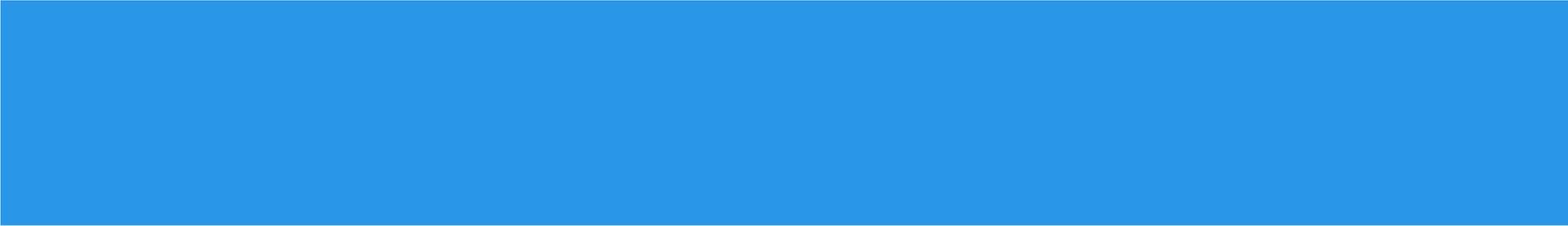
# Merci à tous

---



# LA COMPENSATION CARBONE

**Colloque Bolivia Inti – Sud Soleil**  
***5 novembre 2011***



# GENERALITES

# La Compensation Carbone

## Principe

- **Définition** : Réduire les gaz à effet de serre atmosphériques d'une quantité équivalente à celle que l'on a émise
- **Traduction concrète** : Financement de projets dans les pays en développement (efficacité énergétique, énergies renouvelables...)
- Avec **Action Carbone** : Projets de réductions d'émissions diffuses et de substitution Bois/Energie :
  - Energies renouvelables
  - Efficacité énergétique
  - Gestion des déchets

# La Compensation Carbone

## avec le programme Action Carbone (1/2)

- Action Carbone a fait le choix de financer prioritairement des projets portés par des entités à but social (ONG, coopératives, petites entreprises, etc.), dont la motivation première est la mise en œuvre de projets dits « de solidarité internationale ».
- **La compensation carbone n'est pas une fin mais un moyen innovant de soutenir des projets de développement dans les pays du Sud.**
- Action Carbone accompagne les porteurs de projet dans l'ingénierie carbone afin de rendre possible l'accès à ce mécanisme de financement.

# La Compensation Carbone avec le programme Action Carbone (2/2)

## ■ Une sélection rigoureuse

- Cadre de référence MDP
- Réductions d'Émissions Vérifiées (VERs) et non pas CERs
- Projets conformes à la **Charte des bonnes pratiques de l'ADEME**
- Bénéfices économiques et sociaux pour les populations locales
- Labellisation à des standards de compensation volontaire

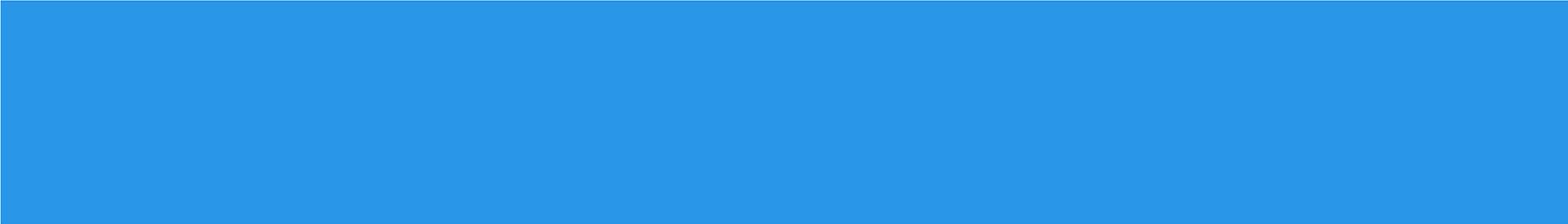


## ■ Transparence des financements

- Programme à but non lucratif de la fondation GoodPlanet
- **95% dédiés aux projets (mise en œuvre, suivi, labellisation...)**
- 5% de frais généraux Fondation GoodPlanet
- Financement up-front

# Les Projets de compensation avec le programme Action Carbone





# EXEMPLE DE PROJET

# Exemple de projet cuisson

## Inde : Construction de biodigesteurs

### ■ Généralités

Début projet : Avril 2008

Labellisation Gold Standard : Janvier 2010

### ■ Contexte :

Bois = principale source d'énergie des populations rurales indiennes

→ Epuisement des réserves forestières du pays

### ■ Enjeux du projet :

- Préserver les ressources forestières
- Satisfaire les besoins énergétiques des populations rurales,
- Prévenir les maladies liées à l'utilisation du bois de chauffe,
- Eviter les émissions de méthane liées à la fermentation des excréments animaux



# Exemple de projet cuisson

## Partenaire / description du projet

- Partenaire projet : **SKG Sangha**  
ONG Indienne créée en 1992  
Plusieurs récompenses dont un Ashden Award en 2007
- Description du projet :
  - 1) Construction et installation de réservoirs à biogaz et d'un bac de production de compost
  - 2) Introduction des excréments du bétail dans le réservoir à biogaz pour fermentation anaérobie
  - 3) Production de méthane, utilisé par les bénéficiaires en gaz de cuisson (et chauffage) et valorisation des effluents du réservoir en compost à usage agricole



# Exemple de projet cuisson

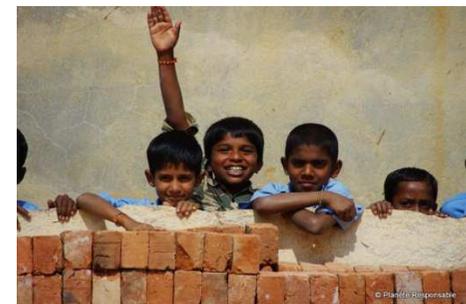
## Réalisations et bénéfices projet

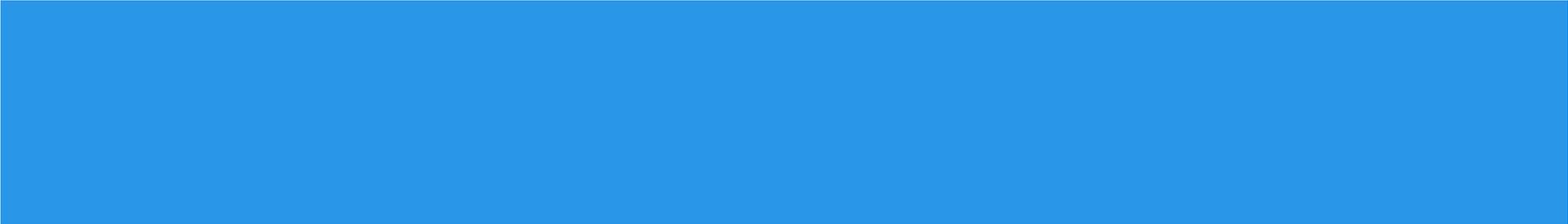
- Réalisations 2008-2010 : 1 816 réservoirs à biogaz construits, obtention d'un prêt de l'AFD  
Perspectives 2011 : 1 200 unités supplémentaires

- Bénéfices

Réduction d'émissions : 5 à 7 tonnes de CO2 équivalent par an par réservoir, 19 000 tonnes de CO2 évitées par an à terme

Les familles bénéficiaires disposent d'une technologie propre et renouvelable pour satisfaire leurs besoins énergétiques. Leur mode de cuisson est plus sain et plus propre. La vente locale du compost agricole leur permet de bénéficier de revenus supplémentaires.





# PROCESSUS DE SELECTION

# Processus de sélection

## Projet et partenaire (1/2)

- **1. Prise de contact avec l'ONG de terrain :**
  - Demande d'une note descriptive de projet à l'ONG, Rédaction de Note d'Identification de Projet (fiche NIP) pour valider l'éligibilité du projet au cadre de référence MDP ;
  - Demande des statuts de l'ONG aux fins de vérifier l'objet social ;
  - Demande d'organigramme pour vérifier si la taille de l'ONG est en adéquation avec l'importance du projet financé ;
  - Demande de communication par l'ONG de ses rapports annuels et de ses comptes certifiés.

# Processus de sélection

## Projet et partenaire (2/2)

- **2. Déplacements sur site et étude de faisabilité approfondie incluant :**
  - Rencontre avec les équipes locales, partenaires institutionnels, définition des besoins et de l'acceptabilité du projet par les bénéficiaires ;
  - Validation des hypothèses contenues dans la fiche NIP : périmètre du projet, scénario de référence, additionnalité, estimation *ex-ante* des réductions d'émissions, etc. ;
  - Elaboration du plan de financement.
- **3. Référencement du projet, contractualisation avec le porteur de projet.**

# Processus de sélection

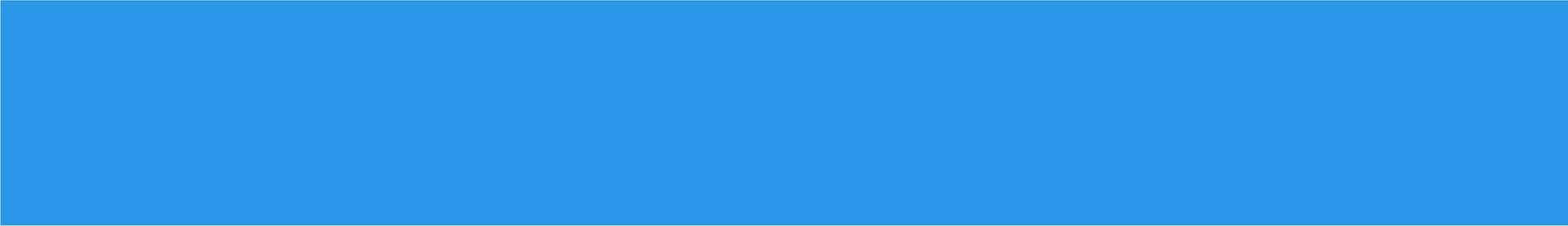
## Dimensionnement

- Action Carbone soutient des projets de **toute taille**, afin de répondre à des besoins tant locaux que nationaux.
- Dans le portefeuille Compensation Carbone, bien que les projets en-dessous de 5 000 tCO<sub>2</sub> éq par an soient éligibles, le budget prévisionnel du projet doit être en conformité avec la quantité de réductions d'émissions de GES envisagées.
- Même pour les projets de petites tailles, un enjeu fort réside dans leur **potentiel de diffusion**.

# Processus de sélection

## Bénéfices associés

- Au-delà de la génération de crédits carbone, les projets menés par Action Carbone répondent aux Objectifs du Millénaire pour le Développement et notamment sur les aspects :
  - **Economiques** : création d'emplois, création de micro entreprises, création de revenus supplémentaires pour les populations bénéficiaires
  - **Sociaux** : transmission de savoir faire, amélioration de l'hygiène, prévention de risques sanitaires
  - **Environnementaux** : préservation des ressources naturelles, accès à de l'énergie propre et renouvelable...



**MERCI DE VOTRE ATTENTION**

**Virginie ROGEZ**

Programme Action Carbone

Chargée de projets forêts et agriculture

**[virginie@goodplanet.org](mailto:virginie@goodplanet.org)**



## Le GERES

Groupe Energies Renouvelables, Environnement et Solidarités

---

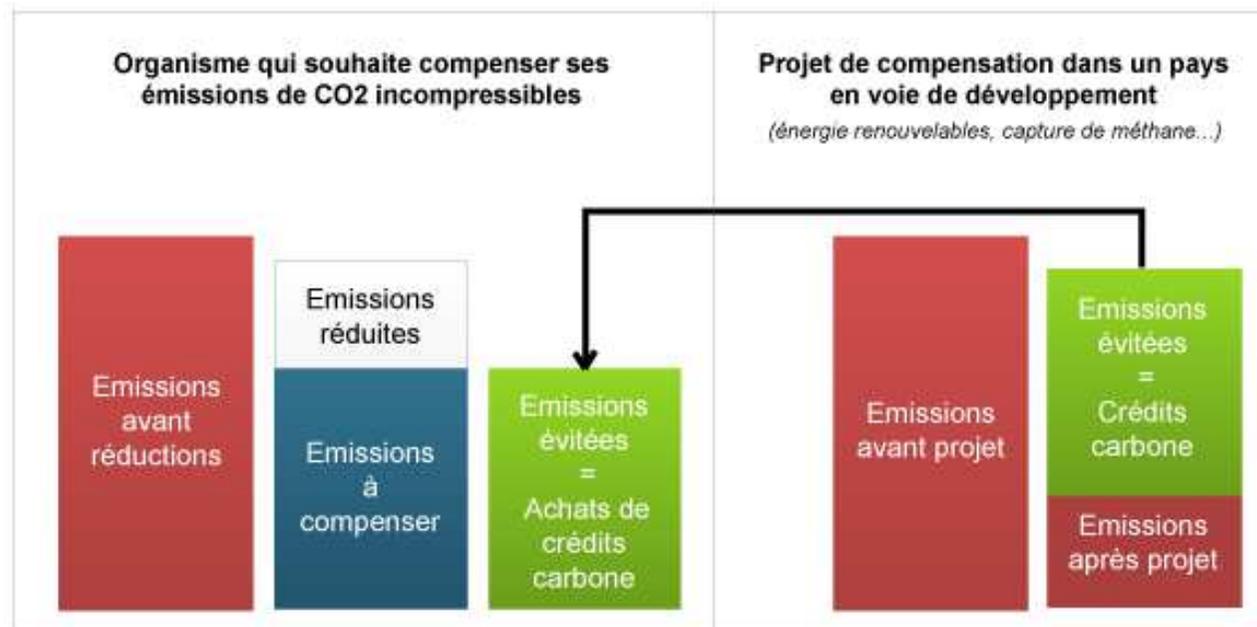
- Une **ONG créée en 1976**, 200 collaborateurs en France et dans les PED
- Un porteur de projets innovants reconnu sur la scène internationale, une **expertise biomasse énergie**
- La **1<sup>ère</sup> ONG française à avoir accédé aux mécanismes de la finance carbone**
- Des actions en France : Espaces Info > Énergie de l'ADEME, déchets, énergie et agriculture
- **Présence** dans 12 pays d'Afrique et d'Asie : Afghanistan, Tadjikistan, Mongolie, Cambodge, Inde, Bénin, Mali, Maroc,...
- Des prix internationaux (*Ashden Award, Energy Globe Award, PCIA*) et des participations actives aux sommets internationaux sur le climat.
- Le site du GERES : [www.geres.eu](http://www.geres.eu)

Adresse : 2, cours Foch – 13400 AUBAGNE. Tel : 04-42-18-55-88

- Un précurseur : **1<sup>ère</sup> initiative francophone** lancée en 2004. A but **non lucratif**.
- Le **seul programme en Europe** à être porté par l'ONG de développement qui met en œuvre les projets qu'il est possible de soutenir > pas un intermédiaire de la compensation.
- **Bénéficie de la notoriété du GERES** (participation aux COP, distinctions internationales pour les projets économes en CO<sub>2</sub>, 1,3 million de fours améliorés diffusés au Cambodge).
- La référence **éthique** de la compensation en France > notoriété, crédibilité
- **Intégration de CO2Solidaire à l'Unité Climat du GERES** > Participation à la commission climat-développement de Coordination SUD (négociations internationales, marchés du carbone, adaptation...)
- **110 entreprises** partenaires en mai 2011 et les **Rencontres CO2Solidaire**.
- Un prix de la tonne de CO<sub>2</sub> à 24€

- **Le principe**

- Financer une économie de gaz à effet de serre sur un projet dans un pays en développement qui sera équivalente à l'émission réalisée au Nord.
- Réduire ses émissions à la source avant de compenser, une priorité.



## LE PRINCIPE DE SOLIDARITE CLIMATIQUE

- Au delà de la dimension environnementale, CO2Solidaire propose **d'intégrer la compensation carbone à la démarche RSE** de l'entreprise ou de l'événement sur la base du principe de Solidarité climatique.

### 1 - Réduire au Nord : une action essentielle

- La **responsabilité historique** des pays industrialisés dans les changements climatiques

+

### 2 - Soutenir les populations du Sud : une action primordiale

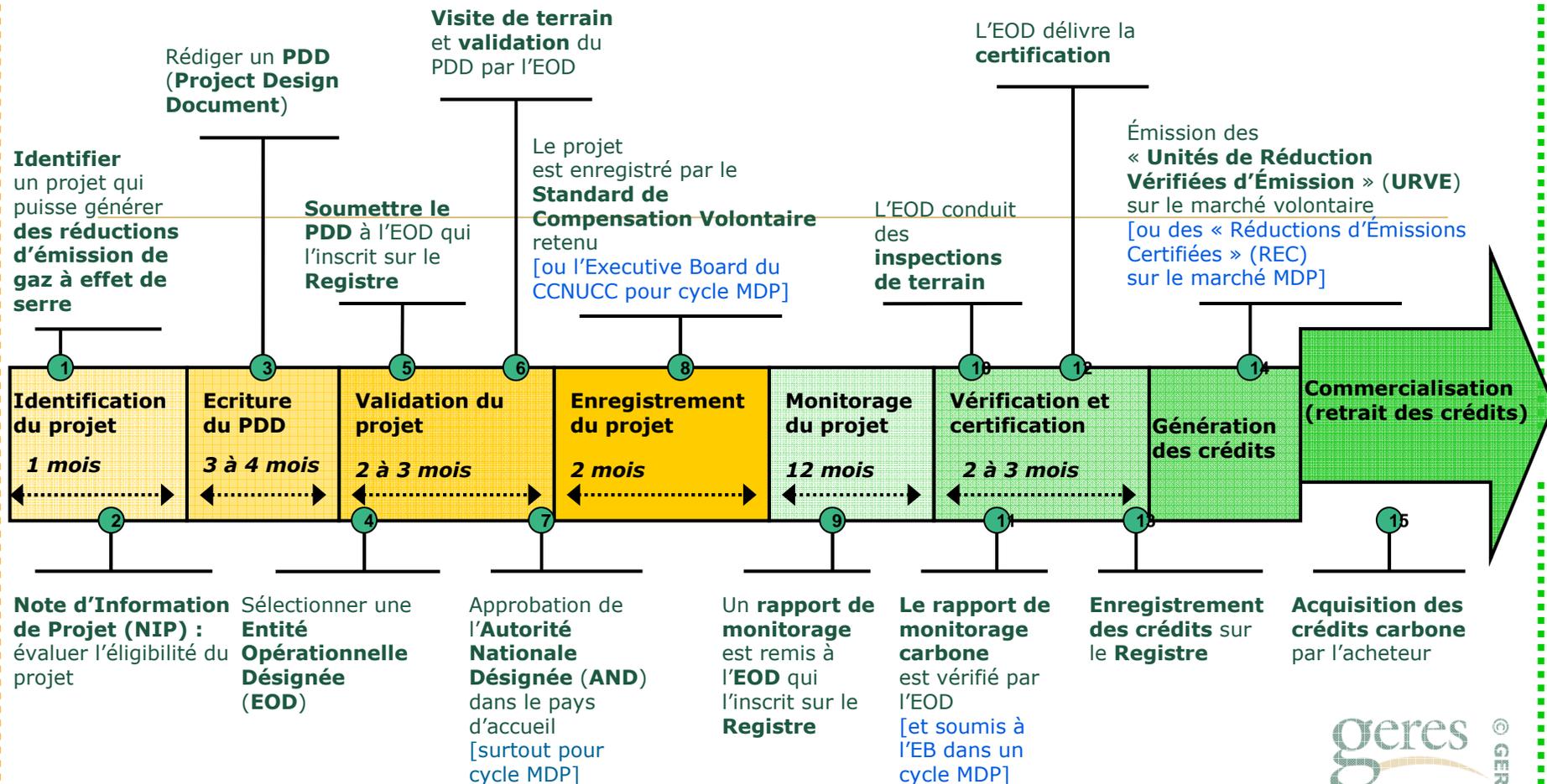
- La **vulnérabilité** des pays du Sud
- Améliorer les conditions de vie de ces populations sans accentuer les dérèglements climatiques et leur permettre de s'adapter à ces évolutions.



## Etapes principales d'un cycle de projet carbone

### Phase de conception du projet

### Phase de mise en œuvre du projet



## La compensation volontaire

### ► Qu'est-ce que c'est ? ◀

- La compensation carbone est une **démarche volontaire, responsable et éco-citoyenne**.
- Les individus, les entreprises et les entités publiques peuvent compenser **leurs propres émissions de CO<sub>2</sub>** générées par une activité : transport, chauffage, production d'énergie, etc.
- La compensation est **la dernière étape** d'une politique de réduction des émissions de gaz à effet de serre qui doit privilégier et démarrer par une réduction des émissions à la source.
- La compensation carbone consiste à financer, sur un projet mis en œuvre dans un pays en développement, une économie de gaz à effet de serre équivalente à ses émissions résiduelles dont on souhaite limiter l'impact sur le climat.
- Ce mécanisme se base sur le concept de « **neutralité géographique** » : une quantité donnée de CO<sub>2</sub> émise dans un endroit peut être « compensée » par la réduction ou la séquestration d'une quantité équivalente de CO<sub>2</sub> en un autre

#### 1 Comment compenser ?

On compense à travers des projets permettant soit de capter le CO<sub>2</sub> (plantation d'arbres, puits de carbone) soit de diminuer les émissions de CO<sub>2</sub> (efficacité énergétique, énergies renouvelables à la place d'énergies fossiles).

#### 2 Qui compense ?

Les principaux acteurs de la demande de crédits carbone volontaires sont :

- Les entreprises
- Les particuliers
- Les évènements et associations

#### 3 Comment ça fonctionne ?

La démarche de compensation comporte 3 étapes :

1. Le calcul des émissions de Gaz à Effet de Serre (GES)
2. La réduction à la source de ces émissions.
3. La compensation des émissions incompressibles par le financement d'un projet permettant une économie de CO<sub>2</sub>.

#### 4 Attention !

La compensation est une **solution de dernier ressort**. La première étape d'une démarche volontaire et éco-citoyenne est de réduire ses émissions à la source. La compensation doit donc toujours s'accompagner d'une mise en œuvre efficace de solutions énergétiques alternatives ou d'efforts de réduction des émissions.

# **Des exemples concrets de projet de développement accédant au financement carbone**

- **Le projet NLS - New Lao Stove**
  - Des impacts environnementaux : lutte contre la déforestation, et socio économiques : création d'emplois (1500), économie de combustible et amélioration des conditions sanitaires.
  - Une action en amont : intégration d'une politique de gestion durable de la forêt et en aval : réduction de la consommation de bois
  - L'intégration au sein de filières privés : production et diffusion
  - Transférer une technologie simple et adaptée, limiter la précarité énergétique et préserver les ressources forestières.



# UN PROJET DE DEVELOPPEMENT ECONOME EN CO2 : le projet NLS



- **Les résultats depuis 2003:**
  - 1 300 000 de fours améliorés diffusés dans près de 18 provinces
  - 360 000 ménages bénéficiaires > 50% de la population urbaine cambodgienne !
  - 30 centres locaux de production
  - 5000 ha de forêt préservés
  - Des actions périphériques



## Maroc: Diffusion de chaudières Hammams améliorées

- **Objectifs** : Améliorer la performance énergétique des hammams et les sécuriser; Mise en place d'une filière durable de biomasse-énergie; Réduire la pollution des hammams (fumées nocives, eau de lavage)



- **Impacts sociaux** : Limitation des fumées nocives; Faciliter l'accès des populations modestes aux établissements ; Sécurisation des établissements;
- **Impacts environnementaux** : Diminution de la consommation en bois (50%) et en eau (30%) ; Réduction de la déforestation et des niveaux de pollution ; Diminution des émissions de CO<sub>2</sub>.
- **Impacts économiques** : Diminution des quantités de bois et d'eau achetées par les établissements ; Stabilisation du prix et de la qualité du bois

## Cambodge: Diffusion de filtre à eau

---

- **Objectifs** : diffuser 700 000 filtre à eau en céramique entre 2011 et 2017
- **Bénéfices socio-économiques** : réduction des impacts négatifs de l'eau contaminée sur la santé ; économies financières sur les combustibles ; réduction des fumées intérieures nocives ; réduction de la pénibilité liée à la collecte de bois (femmes et enfants) ; création d'emplois locaux.
- **Bénéfices environnementaux** : préserver les ressources forestières et la biodiversité ; 1 834 862 téqCO2 évitées sur 7 ans.



- **Les agrocarburants en au Mali et au Bénin**
  - La création d'une plateforme de services : Ethicarbone
  - Le service énergétique de proximité : Jatropha et HVP
  - Méthodos : *fuel switch* et sequestration?





# Atelier 3: Compensation volontaire Carbone

## Comment générer des crédits carbone ?

Cas d'étude : projet pilote de 2500 cuiseurs à  
haut rendement énergétique pour les femmes  
de la région de Kindia  
(Guinée – période 2010/2012)





# Atelier 3: Compensation volontaire Carbone





# Atelier 3: Compensation volontaire Carbone

## Des conditions préalables favorables

- Un équipement à forte réduction de consommation de bois
- Des impacts socio-économiques élevés
- La CDC Climat disposée à financer l'étude
- Un processus similaire engagé dans les Andes





# Atelier 3: Compensation volontaire Carbone

## Le choix du label Gold Standard



- l'un des plus sérieux et reconnus notamment pour sa plus value sociale
- Mars 2010, embauche d'une stagiaire pour « défricher » les contours du processus

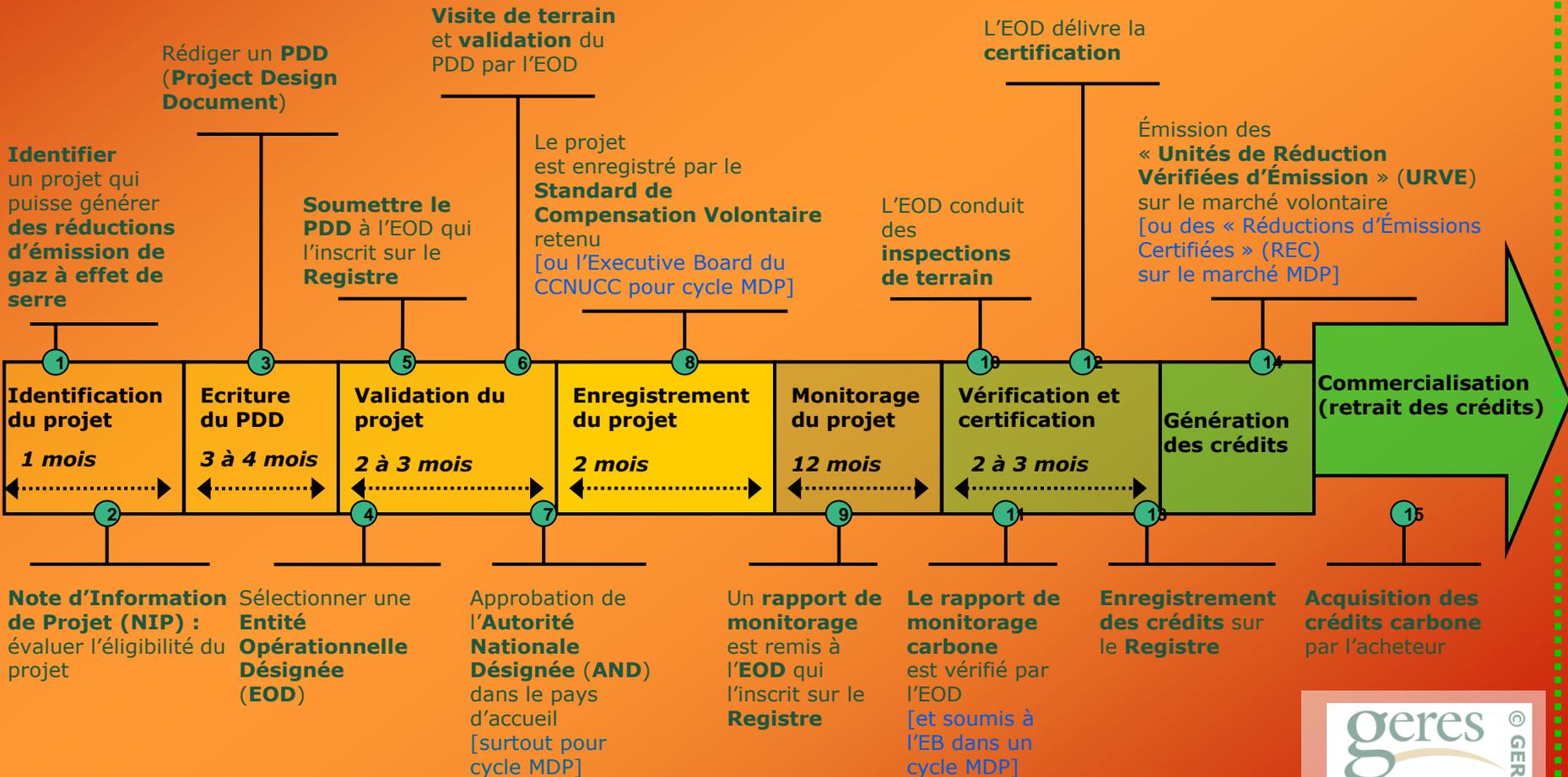




# L'apprentissage du cycle de la labellisation

## Phase de conception du projet

## Phase de mise en œuvre du projet





# Labellisation GS

## Vérifier l'éligibilité du projet

- Energies renouvelables / efficacité énergétique
- Réduction des émissions de GES
- Financements additionnels
- Transparence / registre unique
- Forte contribution au DD → population locale



# Labellisation GS

## Une méthodologie rigoureuse

- Organiser la Consultation des parties Prenantes (LSC)



- Conduire des enquêtes dans les ménages
- Gérer le fichier unique des cuiseurs



# Labellisation GS

## Embauche d'une Chargée de mission MDP

- Caractériser la population bénéficiaire (groupes cibles)
- Mesurer les économies réelles de combustible
  - Bois
  - Bois-charbon de bois
  - Charbon de bois – gaz
- Calculer les émissions évitées





# Labellisation GS

## Une méthodologie de calcul approuvée par la CCNUCC

- $$ER_y = [\sum ((N_{p,y} * P_{b,y}) * ((f_{NRB,y} * EF_{b,fuel,CO_2}) + EF_{b,fuel,nonCO_2}) * NCV_{b,fuel}) + NCV_{b,fuel}] - [\sum B_{p,y} * ((f_{NRB,y} * EF_{p,fuel,CO_2}) + EF_{p,fuel,nonCO_2}) * NCV_{p,fuel}] - \sum LE_{p,y}$$

$f_{NRB,y}$  = fraction de la biomasse non-renouvelable

- Rédiger le PDD (Project Design Document)





# Labellisation GS

## Le label obtenu, le processus continu

- Enregistrement du projet
- Trouver des acheteurs de crédits Carbone
- Négocier les prix : 5€ ou 15€ ?
- Suivre les réductions sur la durée du projet
- Se faire auditer et certifier
- Vendre les crédits





# Atelier 3: Compensation volontaire Carbone

## Freins / points à améliorer

- Quelles places pour les microprojets ?
- Quelles possibilités pour les porteurs de projets africains ?
- Un processus du grand écart entre une technicité occidentale poussée et le contexte du projet (équiper une famille Soussou d'un cuiseur)
- Quel est le coût du processus de labellisation ?



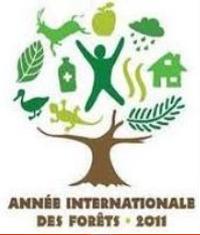


# Atelier 3: Compensation volontaire Carbone

## Leçons apprises

- Un métier à part entière
- Ne pas se lancer sans étude préalable
- Ne pas négliger la charge et le coût
- Des financements conséquents sont possibles
- La démarche n'a de sens que si le projet est d'envergure
- Un processus long et complexe
- Un savoir du Nord à transmettre au Sud





# Atelier 3: Compensation volontaire Carbone

Je vous remercie

[patrick.fourrier@sud-soleil.org](mailto:patrick.fourrier@sud-soleil.org)





## Cuisson des repas et lutte contre la déforestation

*La microfinance en appui à la filière des technologies de cuisson améliorées*

5 Novembre 2011

Permettre à un nombre croissant d'hommes et de femmes particulièrement défavorisés de créer ou développer une activité génératrice de revenus et d'accéder à l'emploi par le prêt, l'épargne et les formations qualifiantes.



### Une approche à deux dimensions:

#### 1/ appui technique et financier à des institutions de microfinance ayant un positionnement social :

formation des agents, développement de nouveaux services, mise en place du SIG, renforcement de la performance sociale, mise à disposition de fonds de crédit...

#### 2/ soutien aux filières locales afin de promouvoir des produits à forte valeur ajoutée qui contribuent à améliorer le revenu de nos bénéficiaires tout en ayant un impact sanitaire ou environnemental: typiquement les réchauds améliorés !

- ▶ **26** partenaires ou programmes dans **13** pays
- ▶ **93 500** micro-entrepreneurs
- ▶ **87 889** épargnants
- ▶ **6,5** millions d'euros de portefeuille d'en-cours
- ▶ **98 %** de taux de remboursement
- ▶ Montant moyen du prêt : **142 €**





## La contribution des technologies de cuisson améliorées

Des solutions simples à mettre en œuvre et disponibles localement. Une combinaison unique de bénéfices:

### Economies



**Jusqu'à 15 €  
d'économies/mois**

*(investissement initial amorti  
en 3 à 6 mois)*

### Confort domestique



**Gains de temps  
Cuisson intérieure  
Goût préservé**

### Santé



**Elimination des  
émissions toxiques  
(CO)**

### Environnement



**Moindre impact sur  
les forêts. Emission  
de GES réduites de  
25 à 60%**

## Pourquoi ces technologies restent-elles marginales?

Dans les régions où nous travaillons, moins de 15% des ménages sont équipés en foyers améliorés ou à gaz.

### 1 Faible capacité d'investissement

*Payer cash pour ces équipements est au-delà des capacités de nos bénéficiaires*

### 2 Incidents de trésorerie

*Les incidents du quotidien sont souvent à l'origine de retours en arrière faute de pouvoir acheter le combustible ou remplacer son équipement (ex:maladies)*



### 5 Déficit d'information

*Les consommateurs sont incapables de comparer les coûts relatifs des différentes technologies et combustibles disponibles*

### 3 Absence de réseaux de distribution

*Les temps et les coûts de transport sont d'importantes barrières à l'adoption*

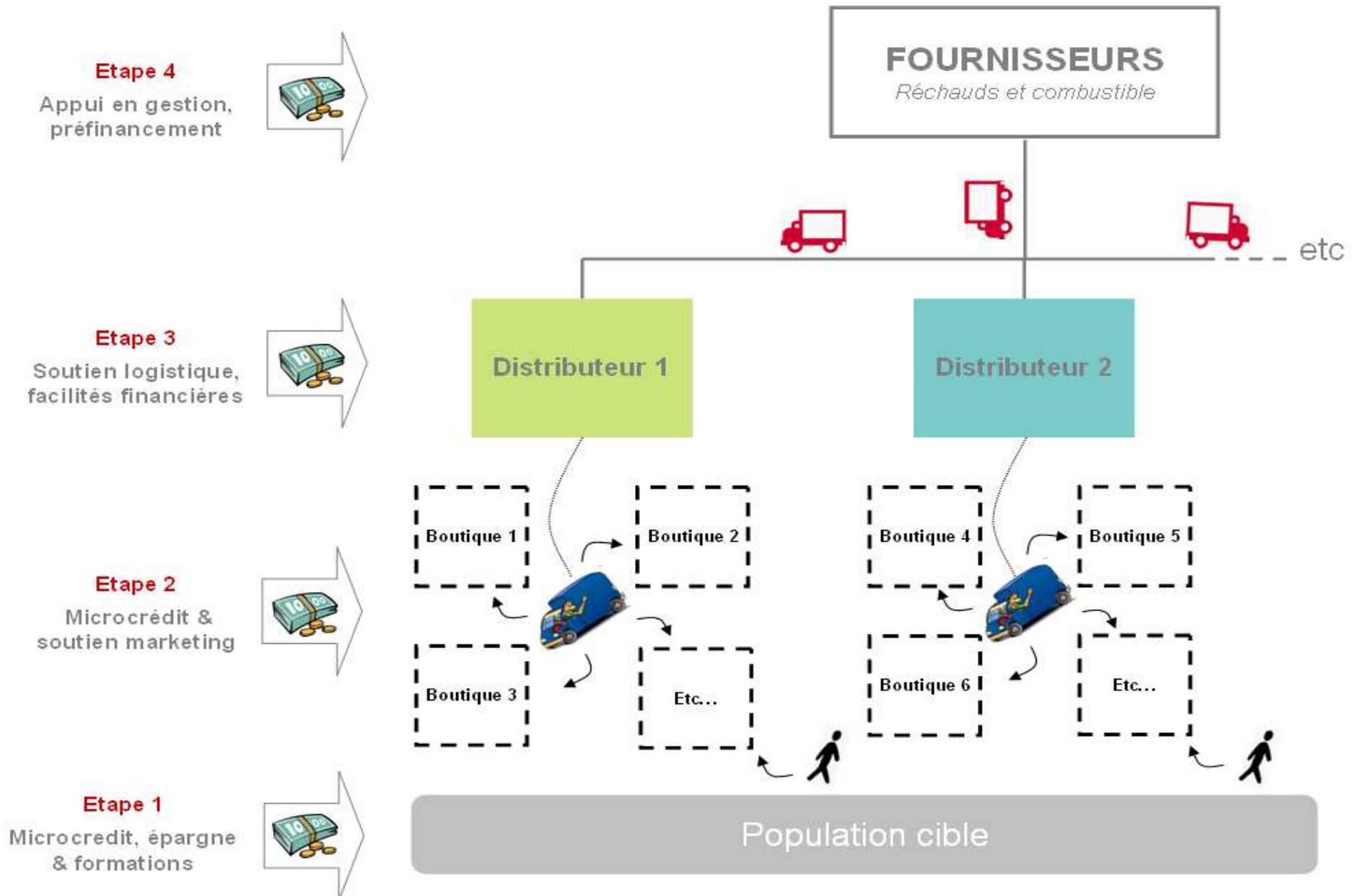
### 4 Vides juridiques

*Absence de normes de sécurité et de distribution pour le GPL, faibles barrières à l'exploitation de la biomasse renouvelable*

## Une filière de distribution sur mesure

Améliorer l'accès des plus vulnérables à l'énergie implique de travailler au renforcement de l'ensemble des acteurs de la filière de distribution, du grossiste au bénéficiaire final





## Efficacité énergétique et combustible de transition

Réchauds améliorés



- A partir de 5 €
- Durée de vie: 1 à 2 ans
- Efficacité: 30 à 45% (vs. 20% en traditionnel)

Réchauds à GPL



- A partir de 35 €
- Durée de vie: 3 à 5 ans
- Efficacité: 55 à 65 %

Des offres adaptées à différents usages et modes de vie, qui requièrent des solutions financières différenciées

## Quelques notions utiles...

- |             |   |
|-------------|---|
| ▶ Acteurs   | <ul style="list-style-type: none"><li>• <i>Institutions de microfinance</i> : ONG, filiales de banques, etc.</li><li>• <i>Coopératives d'épargne crédit</i></li></ul>   |
| ▶ Services  | <ul style="list-style-type: none"><li>• <i>Microcrédit</i>: production/consommation, individuel/collectif</li><li>• <i>Epargne</i>: dépôt à vue/dépôt à terme, épargne objectif</li><li>• <i>Microassurance</i>: décès/santé/ agricole/indicielle/etc</li><li>• <i>Services non-financiers</i>: alphabétisation, formation santé...</li></ul> |
| ▶ Taux      | <ul style="list-style-type: none"><li>• <i>Intérêts/frais de dossiers</i></li><li>• <i>Constants/dégressifs</i></li><li>• <i>Fixes/variables</i></li></ul>  |
| ▶ Durées    | <ul style="list-style-type: none"><li>• <i>Terme</i>: Court terme/moyen terme/long terme</li><li>• <i>Remboursement</i>: hebdomadaire/mensuel/annuel</li><li>• <i>Différé</i>: Prêt avec ou sans période de grâce</li></ul>   |
| ▶ Garanties | <ul style="list-style-type: none"><li>• <i>Garant ou avaliseur</i></li><li>• <i>Dépôt de garantie</i></li><li>• <i>Nantissement de bien</i>: avec ou sans dépossession</li></ul>  |

## Le microcrédit GPL chez Micro Start (Burkina Faso)

- Catégorie: Crédit individuel à la consommation
- Conditions financières:
  - Montant plafond: **50 000 FCFA (75 €)**
  - Durée max: **4 mois**
  - Taux mensuel: **2% /capital initial**
  - Frais de dossier: **0,5 % du montant**
  - Fonds de solidarité vie: **1% du montant**
- Conditions d'éligibilité:
  - **Ouverture d'un compte**: 2 mois d'observation
  - **Emprunteur de rang 2** sans incident de crédit
- Garanties: avaliseur, dépôt de **20% du montant**
- Pénalités de retard: **1% de la traite impayée**



## Quel impact sur la situation financière du ménage?

Simulation												
	Mois 1	Mois 2	Mois 3	Mois 4	Mois 5	Mois 6	Mois 7	Mois 8	Mois 9	Mois 10	Mois 11	Mois 12
<b>Cas 1 Utilisation d'un réchaud conventionnel (zone urbaine)</b>												
Coût du combustible (300F/jour)	9000	9000	9000	9000	9000	9000	9000	9000	9000	9000	9000	9000
Achat du réchaud	1200	-	-	-	-	1200	-	-	-	-	-	1200
<b>Coût total</b>	<b>10200</b>	<b>9000</b>	<b>9000</b>	<b>9000</b>	<b>9000</b>	<b>10200</b>	<b>9000</b>	<b>9000</b>	<b>9000</b>	<b>9000</b>	<b>9000</b>	<b>10200</b>
<b>Cas 2 - Achat d'un réchaud GPL à crédit</b>												
Nombre de remplissages (bouteilles 6kg)	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5
Coût du combustible (1800F/recharge)	2700	2700	2700	2700	2700	2700	2700	2700	2700	2700	2700	2700
Remboursement du crédit	6412,5	6075	6075	6075	-	-	-	-	-	-	-	-
<b>Coût total</b>	<b>9114</b>	<b>8776,5</b>	<b>8776,5</b>	<b>8776,5</b>	<b>2701,5</b>	<b>2701,5</b>	<b>2701,5</b>	<b>2701,5</b>	<b>2701,5</b>	<b>2701,5</b>	<b>2701,5</b>	<b>2701,5</b>
<b>Economie gaz/charbon</b>	<b>1086</b>	<b>223,5</b>	<b>223,5</b>	<b>223,5</b>	<b>6298,5</b>	<b>7498,5</b>	<b>6298,5</b>	<b>6298,5</b>	<b>6298,5</b>	<b>6298,5</b>	<b>6298,5</b>	<b>7498,5</b>
<b>Economie cumulée</b>	<b>1086</b>	<b>1309,5</b>	<b>1533</b>	<b>1756,5</b>	<b>8055</b>	<b>15553,5</b>	<b>21852</b>	<b>28150,5</b>	<b>34449</b>	<b>40747,5</b>	<b>47046</b>	<b>54544,5</b>

Un crédit indolore pour les ménages, ce qui explique des taux de remboursement supérieurs à 100%

## L'épargne objectif chez LSK (Burkina Faso)

- Offre de service d'épargne dédiée à l'achat d'un réchaud amélioré
- Epargne de **100F/jour sur 31 jours**
- **100F de frais administratifs**
- Epargne collectée directement à l'agence LSK ou sur le lieu d'activité des épargnantes
- Une offre développée spontanément, de façon informelle, par les animatrices de crédit LSK

**ASSOCIATION PEGWENDE**  
Secteur 26 - Tél. : 76 65 63 26

Nom : ..... Carte n° .....

Prénom(s) ..... Cotisation .....

Adresse : ..... Date .....

1	2	3	4	5	6	7	8
9	10	11	12	13	14	15	16
17	18	19	20	21	22	23	24
25	26	27	28	29	30	31	

Date : ..... Reste à payer : .....

Reste à payer : ..... **Signature**

*Je retiens une (01) part sur 31 jours*

Pour les investissements de faible montant l'épargne objectif ou les facilités de type « paiement en deux fois sans frais » sont à privilégier.

## Microcrédit aux détaillants

- Catégorie: Crédit individuel à l'installation
- Conditions financières:
  - Montant max: **250 000 HTG (5000 Euros)**
  - Durée max: **18 mois. Période de grâce d'1 mois.**
  - Taux: **1% mensuel** sur le capital initial
- Garanties: **avaliseur, dépôt de 10% du montant**
- Conditions d'éligibilité:
  - Participation à une formation préalable au métier (3 j)
  - Propriété d'un commerce formel
  - Participation aux sessions d'accompagnement
- Pénalités de retard: **0,5% du montant** de l'échéance due par jour



Des montants et des durées de crédit adaptées à des activités à rentabilité différée, dont les marges initiales sont faibles

## Quelques pièges à éviter...

- Réinventer la roue: à l'exception de programmes à très petite échelle, il est souvent préférable de s'associer à une IMF existante
- Le crédit à tout prix: le microcrédit n'est pas la seule solution pour faciliter l'acquisition de technologies de cuissons améliorées
- Le suivi à distance: un programme de microcrédit exige un suivi très rapproché pour éviter la généralisation des incidents de crédit
- Faire l'impasse sur l'étude de marché/de faisabilité: il est très difficile d'effacer les mauvais souvenirs laissés par le lancement d'un mauvais produit
- Trop déléguer à l'IMF: sa structure et ses compétences ne sont pas adaptées à la gestion des aspects logistiques et marketing de la promotion des réchauds.
- Subventionner à outrance les produits : pénalise à la fois les autres acteurs du marché et la pérennité de l'activité.
- Négliger la qualité du portefeuille au profit des volumes de ventes: pérennité...

# Contacts

**Thomas Thivillon**

Responsable Entrepreneuriat Social

[thomas.thivillon@entrepreneursdumonde.org](mailto:thomas.thivillon@entrepreneursdumonde.org)

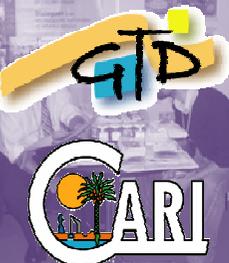
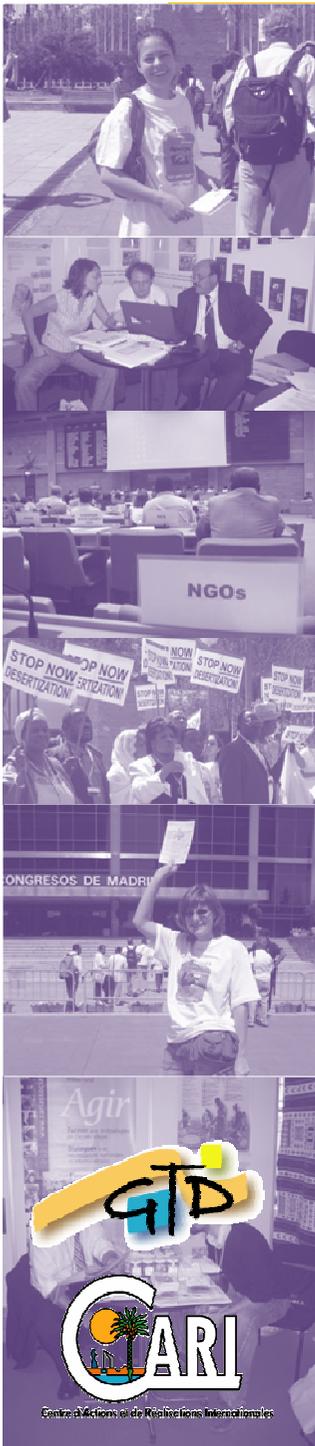


MERCI!

# Le Groupe de travail désertification



Consolider l'impact des actions de lutte contre la désertification sur le terrain par le plaidoyer



## Lien entre plaidoyer et action de terrain dans la LCD

Le plaidoyer, se situe à la fois pour la cause des zones arides, en défense des populations qui y vivent et pour une « meilleure » gestion des ressources naturelles.

Pour :

- Instaurer un cadre favorable de dispositions publiques (lois, réglementations, plan d'actions, subventions, ...) pour une cohérence avec les actions pertinentes menées sur le terrain.
- Faire agir les décideurs en faveur de l'instauration ou de la réforme de politiques publiques avec une mise en vigueur et une application efficace.

Du national à l'international, pour que les projets soient intégrés dans les cadres à tous les niveaux.

**Le plaidoyer est complémentaire des actions de terrain !**

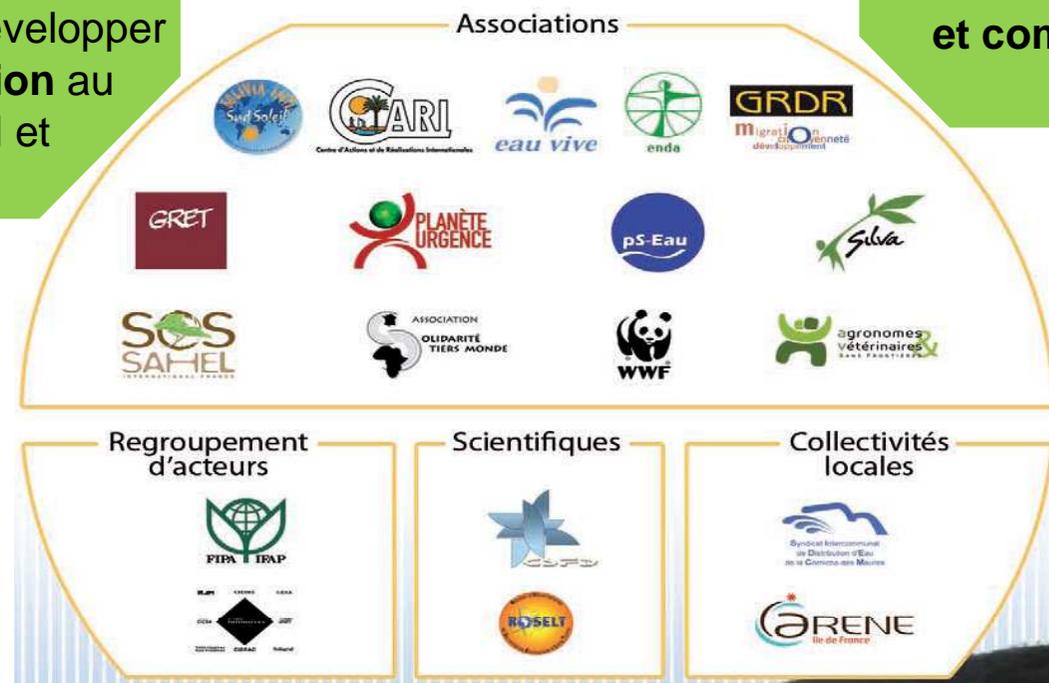


## Le GTD en bref ...

Réseau français **d'acteurs de la solidarité internationale** impliqués dans le domaine de la lutte contre la désertification (LCD)

**Mobiliser** les acteurs impliqués et développer une **concertation** au niveau national et international.

**Mutualiser, capitaliser et communiquer** les savoirs.



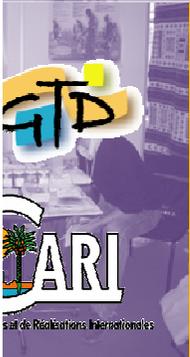
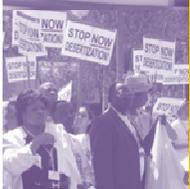
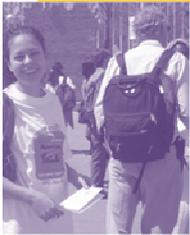
**Renforcer les capacités** des acteurs et des institutions

Depuis 2001, le GTD est **force de proposition** à la fois au niveau **national**, mais aussi au sein d'autres réseaux en **Europe** (eniD : european network initiatives on Desertification) et **dans le monde** (RéSaD : Réseau Sahel Désertification, Drynet : réseau international d'ONG).



# Les actions de plaidoyer du GTD

- Suivi et contribution aux réflexions et négociations en France et à l'international sur le thème de la lutte contre la désertification.
- Elaboration et défense des positions de la société civile auprès des décideurs
  - Participation active à la Convention des Nation Unies sur la Désertification depuis 2001.
  - *Forum désertif'actions en 2006 « Appel de Montpellier ».*
  - *Contribution à la rédaction de la Stratégie française de LCD, Paris 2006.*
  - *Construction d'une position commune avec le Groupe Climat de coordination Sud sur les synergies entre CC et LCD depuis 2007.*
  - *Sensibilisation des collectivités territoriales françaises à la GDT en zones arides, 2008.*
  - *Représentation de la SC à l'AG des Nations Unies à NY le 20 septembre 2011*



## Les évènements politiques à venir

- **17<sup>ème</sup> COP CCNUCC, Nov./Déc. 2011, Durban (Afrique du Sud)**

3 enjeux clés identifiés par le GTD :

- Cadrer la problématique de l'adaptation
- Faire remonter la question de l'agriculture dans les débats
- Les mécanismes de financement :

- REDD+ qui soulève encore de nombreuses questions

- Fond Adaptation

- Mécanisme de développement propre (voir Fiche thématique RAC France)

<http://www.coordinationsud.org/plaidoyer/climat>

- **RIO + 20 – Conférence internationale des Nations Unies sur le Développement Durable, 4-6 Juin 2012, Rio (Brésil)**

2 thèmes spécifiques: une **économie verte** dans le contexte de **l'éradication de la pauvreté** et le développement durable, et une structure institutionnelle qui favorise le développement durable.

<http://www.coordinationsud.org/plaidoyer/climat/en-route-vers-rio-20/>



# Quel plaidoyer pour la lutte contre la déforestation en Afrique ?

La coordination et la cohérence entre les différents dispositifs politiques et financiers notamment Lutte contre la déforestation / CC / LCD / Biodiversité / Lutte contre la pauvreté :

=> Valoriser les solutions locales qui intègrent toute ces problématiques.

=> Mise en avant des atouts des zones touchés par la désertification notamment de ses arbres (service rendu par les écosystèmes)

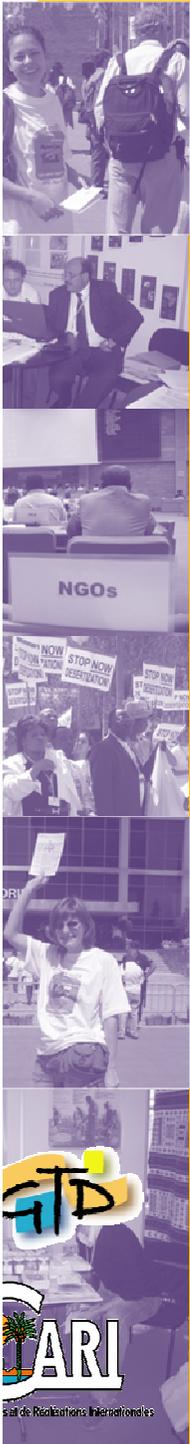
=> TerrAfrica, Initiative Grande Muraille verte, PRGDT des programmes prometteurs?

Pour en savoir plus :

- <http://www.terrafrica.org/fr>

-Dossier d'actualité du CSFD [www.csf-desertification.org/grande-muraille-verte](http://www.csf-desertification.org/grande-muraille-verte) Chapitre sur l'intérêts des arbres en milieu semi-aride

- [http://www.ffem.fr/webdav/site/ffem/shared/ELEMENTS\\_COMMUNS/U\\_ADMINISTRATEUR/3-PROJETS/fiches%20communication/CZZ1607-072010-GDTerres-et-adaptation-Sahel.pdf](http://www.ffem.fr/webdav/site/ffem/shared/ELEMENTS_COMMUNS/U_ADMINISTRATEUR/3-PROJETS/fiches%20communication/CZZ1607-072010-GDTerres-et-adaptation-Sahel.pdf)



## **DISCOURS DE DARWIN CURTIS (Solar Household Energy)**

SHE est une petite ONG à but non-lucratif incorporé en 1998. Notre seul objectif est d'introduire la cuisine solaire dans les pays en voie de développement. Nous avons des relations heureuses avec SCI qui est en réalité, l'institut de la cuisine solaire des Etats-Unis. SCI essaye de collectionner tous les renseignements au sujet de la cuisine solaire et de les présenter au monde d'une manière compréhensible.

SCI offre aussi un secrétariat qui s'appelle le Solar Cooking World Network pour toutes les organisations de cuisine solaire, mais il n'existe pas encore les moyens de fournir un service multi-langue. SCI s'occupe aussi de plaider auprès des gouvernements et les organisations internationales.

Au début, la stratégie de SHE était de stimuler l'intérêt des entrepreneurs. A ce but nous avons développé un simple appareil avec réflecteurs en panneaux d'une qualité désirable à prix bas. L'inspiration pour le « HotPot » est née chez le Docteur Roger Bernard de l'université de Lyon. Quand la stratégie d'attirer des entrepreneurs a échoué, nous avons cherché des partenaires qui étaient installés dans les pays en voie de développement. Le premier et le plus grand partenaire fut La Fondation Mexicaine pour la Conservation de la Nature (FMCN). Ils voulaient protéger leurs parcs contre les demandes avides pour le bois de feu. Dès que nous avons instruit leur équipe à propos de la technologie et les principes de formation, nous nous sommes retirés du Mexique. Le FMCN a distribué plus de 10,000 HotPots et cette expérience nous a enseigné aussi pas mal de choses.

Comme autre exemple je vous cite celui de l'ONG TOSTAN au Sénégal. Bien établi et actif dans plusieurs centaines de communautés, ils ont accepté d'ajouter la cuisine solaire dans leur gamme de services communautaires. Au printemps nous irons là-bas pour analyser les résultats.

Le but de l'Alliance Globale pour les Foyers Propres est de distribuer 100 millions de fours avant la fin de l'an 2020. Cette organisation fut établie en septembre de l'année passée. Plusieurs équipes d'experts ont été établies pour étudier les divers aspects du problème. Maintenant, leurs recommandations sont en train d'être étudiées par la direction. Les conclusions sont attendues d'un jour à l'autre. Il se peut même qu'elles ont été présentées pendant mon séjour en Europe.

Il faut que je vous explique d'après ce que je sais, il n'y a que deux 'experts' au sujet de la cuisine solaire dans l'Alliance Globale: Pat McArtle et moi. Nous étions tous deux nommés pour faire partie de l'équipe de technologie et de combustibles. Jusqu'à maintenant, nous n'avons pas eu accès aux délibérations ni aux membres d'autres équipes. Ils n'ont pas encore été identifiés à nous. Les suggestions de Pat et moi ont été reconnues mais il n'y a pas eu de suite.

Au début le site web a inclus une description dérisoire des fours solaires et il m'a fallu deux mois pour réparer ce dégât. Bref, pour nous tous, les partisans de la cuisine solaire, nous sommes tolérés mais pas consultés, pour le moment. Ceci va changer lorsque les dirigeants de l'Alliance Globale comprennent les graves conséquences de leur omission. Pour le moment, nous préparons une stratégie d'éducation et nous cherchons d'établir des rencontres face-à-face avec les dirigeants pour les renseigner sur les faits.

J'ai beaucoup appris hier et aujourd'hui sur le travail merveilleux qu'effectue le BISS dans un monde qui a de plus en plus besoin d'énergies alternatives. Chez SHE, nous aussi nous avons travaillé en Afrique et en Amérique latine, nous y sommes encore d'ailleurs, mais pas à l'échelle du BISS. Parce que nous sommes à Washington nous sommes proches de maintes organisations qui devraient soutenir les projets de la cuisine solaire autour du monde. Nous avons assumé la tâche de les convaincre qu'il faut qu'ils le fassent.

Nous avons rencontré trois barrières principales :

1. L'ignorance des problèmes que nous adressons (On ne peut pas vendre des solutions avant que les problèmes ne soient connus)
2. Le scepticisme à propos de notre solution
3. Le MDF (Manque de fric)

## **L'ignorance des effets négatifs de la fumée de feux de cuisine sur la santé**

Beaucoup ne savent pas que selon l'Organisation Mondiale de la Santé, les fumées respirées tuent à peu près deux millions de femmes et enfants chaque année. Les gens ne comprennent pas non plus que l'eau non-pasteurisée est le principal assassin d'enfants en dessous de l'âge de cinq ans. Et ils ne sont pas au courant du fait que les femmes et les enfants qui sont obligés d'aller chercher le bois sont souvent attaqués, violés et battus. Ils ignorent aussi que les petits enfants tombent souvent dans les feux de cuisine.

## **L'ignorance des dégâts causés par la demande pour le bois de feu**

Les gens ne savent pas que jusqu'à 50% des arbres qui sont détruit autour du monde sont utilisés comme bois de feu. Ils ignorent que la destruction des arbres est la cause de l'érosion, et que cette érosion bouche les ruisseaux et les rivières, et peut mener à la désertification.

## **L'ignorance des effets sur le réchauffement de l'atmosphère (réchauffement climatique ?)**

Les gens ne comprennent pas que les arbres séquestrent le dioxyde de carbone et que les 500 millions de feux de cuisine déchargent des gaz à effet de serre et de la suie qui contribuent à au moins 18% du réchauffement de la planète.

En ce qui concerne le scepticisme, la première plainte est souvent que le four solaire est trop lent par rapport au feu de bois. Nous répondons qu'il faut noter que lorsqu'on mesure la vitesse de la cuisson au feu de bois, celle-ci est faite sans tenir compte du temps nécessaire pour aller chercher, puis couper le bois, ni le temps qu'il faut pour préparer le feu pour la cuisson. Et ce n'est pas tout. Il faut aussi remuer la nourriture constamment pour empêcher qu'elle brûle et en même temps rajouter assez de bois pour maintenir une cuisson constante. Par contre, avec le four solaire, tout ces tâches sont évitées et les femmes ont même le temps de faire autre chose pendant que leur repas se cuit, tout tranquillement tout seul.

Nous n'avons pas encore rencontré une résistance culturelle à la cuisine solaire, à part une belle-mère ici et là où un mari qui se fait du soucis à propos de ce que fera sa femme avec tout son temps libre.

Jadis, il est vrai que certains projets de cuisson solaire ont échoué dû à un manque d'entraînement où de matériel défectueux. Peut-être a-t-on conclu que ceci était une réaction culturelle. Je ne sais pas.

La plainte que l'on ne peut pas cuire avec un four solaire sans le soleil est tout à fait valable. Nous ne prétendons pas que cette technologie est l'unique solution. Ce n'est qu'un outil important pour celle qui fait la cuisine. (Combien d'outils avez-vous dans VOTRE cuisine ?) Du reste, nous proposons 'la cuisson intégrée : une combinaison du four solaire, de fours économes en carburant, et appareils qui retiennent la chaleur.

Lorsque les sceptiques trouvent que les fours solaires sont trop chers, ils ne comprennent pas qu'une fois que le prix est amorti par les économies sur les combustibles, les revenus de la famille s'accroissent. C'est à nous de convaincre les gens de ces faits. Nous essayons de faire ceci de plusieurs manières :

- Présentations du matériel.
- Témoignages et anecdotes de la part des cuisinières du monde en voie de développement.
- Photos/vidéos.
- Etudes scientifiques qui démontrent les économies dans la consommation des combustibles.

Bref, pour être efficace, nous à SHE savons que nous devons rassembler tous les renseignements possibles à propos des réalités rencontrées lors des projets dans les pays en voie de développement. Nous devons publier les succès. Nous devons attirer l'attention sur les réclames de soutien, des sociétés dans les régions ensoleillées qui ont grand besoin de notre technologie.

Le plus convaincant que nous pouvons être, le plus vite que notre merveilleuse technologie réclamera sa place dans le monde. Il le faut. Connaissez-vous des alternatives ?

## DISCOURS DE CLOTURE DE VINCENT DULONG, DIRECTEUR DE BISS

Pour donner une suite à ce colloque, je vous soumets 3 propositions :

La 1<sup>ère</sup> est de rédiger une synthèse de ce qui s'est dit durant cette journée, notamment sur le volet méthodologique. De nombreuses structures dans la salle se posent des questions sur la manière de solliciter des financements. Dans une logique d'accompagnement et d'appui des structures, nous vous proposons de **rédiger un guide méthodologique**. Pour vous donner un retour au plus vite, nous allons dans un premier temps diffuser les présentations utilisées dans les plénières et dans les ateliers. C'est une première base de travail, en attendant la phase rédactionnelle du guide méthodologique qui demandera un certain temps.

La 2<sup>ème</sup> proposition a été évoquée avec Maude du CARI, **celle du plaidoyer**. Au cours de l'année 2012, il y aura des événements importants qui viendront émailler l'agenda international et national. Lors des campagnes électorales, nous avons la possibilité d'influencer certaines futures décisions. Il serait sans doute intéressant de rédiger une note qui interpelle les différents candidats à la Présidentielle en France. Nous pouvons nous charger à Bolivia Inti-Sud Soleil d'écrire une première version, et je vous propose que nous échangions ensuite ensemble pour soumettre cette note au mois de mars aux différentes formations politiques. En termes de propositions, on peut citer par exemple la loi Oudin dont on a parlé ce matin, loi qui permet de mettre une taxe sur les factures d'eau et de les affecter à des projets de solidarité internationale. On pourrait aussi tout à fait tenter l'idée d'un 1% énergie solidaire, c'est-à-dire de permettre qu'une partie de la facture d'électricité de tout un chacun, soit affectée à des projets de développement à l'international, notamment d'accès à l'énergie, en sachant que **l'année 2012 a été déclarée par l'ONU « Année Internationale de l'accès à l'énergie durable pour tous »**. Ce serait un symbole fort de pouvoir porter cette contribution.

La 3<sup>ème</sup> proposition, serait d'avoir vos retours d'expériences sur les actions que vous menez, de façon très brève et très chiffrée, pour que nous ayons un ensemble d'éléments à transmettre à Darwin. Il pourrait ainsi les porter auprès du **Global Alliance for clean Cookstoves**. Ce serait un moyen d'apporter un certain nombre d'arguments pour prouver la faisabilité technique des outils que nous défendons dans nos actions. Pour cette centralisation, je vous propose sur la méthode, **d'échanger à travers notre liste de diffusion du réseau Afrique**.

Pour finir, je tiens à remercier tous ceux qui ont participé à ce colloque : tous les intervenants qui sont venus éclairer les différents débats, et merci aussi à tous les bénévoles qui ont permis le bon déroulement de cette journée.

Je vais conclure avec cette citation : « *se réunir est un bon début, rester ensemble est un progrès, et travailler collectivement est une grande satisfaction et une grande réussite* ». C'est ce que nous pouvons souhaiter de plus beau après ce colloque. Merci.



**DE LA CUISSON DES REPAS... A LA LUTTE  
CONTRE LA DEFORESTATION EN AFRIQUE :  
QUELS FINANCEMENTS POUR  
QUELS PROJETS ?**

**Samedi 5 Novembre 2011 à Nantes  
Hôtel de Région, 9h30-17h30**



# PLENIERES D'OUVERTURE ET DE CLOTURE



Monique Rabin, Vice Présidente de la Région Pays de la Loire



L'assemblée dans l'hémicycle de l'hôtel de Région



Françoise Jégou, Présidente de BISS



Robert Chiron, Président d'honneur de BISS

# PLENIERES D'OUVERTURE ET DE CLOTURE



Vincent Dulong, Directeur de BISS



Rozenn Paris, Directrice Adjointe de BISS et animatrice des plénières



Sophie Bialais-Fernagu, Administratrice à Eau Vive



Christophe Barron, pôle EnR à Initiative Développement

# PLENIERES D'OUVERTURE ET DE CLOTURE



**Virginie Rogez, programme Action Carbone  
(Fondation GoodPlanet)**



**Maude Gentit, CARI, animateur du Groupe de Travail sur la  
Désertification**



**Echanges avec les participants**

# LES ATELIERS



**Thomas Thivillon, responsable Entrepreneuriat social à Entrepreneurs du Monde**



**Atelier Microfinance animé par Entrepreneurs du Monde**



**Alassane Ndour, Secrétaire Général de la Région de Fatick (Sénégal)**



**Atelier Coopération décentralisée animé par Alassane Ndour**

## LES ATELIERS



**Virginie Rogez, chargée de communication du programme Action Carbone, (Fondation GoodPlanet)**



**Renaud Bettin, responsable du programme CO<sub>2</sub> solidaire au GERES**



**Patrick Fourier, chargé de mission Afrique à BISS**



**Atelier Compensation Carbone Volontaire animé par ces 3 intervenants**

## LES ATELIERS



**Marie-Noëlle Reboulet, Déléguée Générale de la Fondation d'entreprise Poweo**



**Atelier Fondation privée et Mécénat d'entreprise animé par Marie-Noëlle Reboulet**



**Nicolas Martin (Rscop), animateur de l'atelier Coopération décentralisée**



**Compte-rendu des ateliers rapporté en plénière par les animateurs**



# MERCI AUX INTERVENANTS ET AUX NOMBREUX BENEVOLES !



Merci à tous les bénévoles de BISS !



L'équipe salariée de BISS, sa présidente  
et plusieurs intervenants



Darwin Curtis (SHE), Françoise Jégou (BISS)  
et Alassane Ndour (Région Fatick)



**DE LA CUISSON DES REPAS... A LA LUTTE  
CONTRE LA DEFORESTATION EN AFRIQUE :  
QUELS FINANCEMENTS POUR  
QUELS PROJETS ?**